

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERATIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 Poste 72, Postfach № 48
 Vienne, IX. (Autriche)

Paraissant tous les
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 5000 et 50.000 cour. pour l'Autriche
 10 cents et 1 dollar pour tous pays restants

SOMMAIRE

TEXTE FRANÇAIS (209—212)

La Rédaction. Sous le régime des professeurs et des généraux.
R. Haydar. La tragédie de l'échange des populations.
D. Vlakhoff. Un gouvernement massacreur de ses concitoyens.
B. Voukovitch. Les élections au Monténégro (Lettre de Podgoritz).

TEXTE ALLEMAND (212—217)

Hafiz Dibra. Die Ermordung Luigi Gurakuqis.
D. Vlakhoff. Die politische und wirtschaftliche Lage Bulgariens.
VI. Martelanc. Die Slowenen und die imperialistische Balkanpolitik Italiens.

TEXTE SLOVÈNE (217—218)

VI. Martelanc. Slovenci in italijanski imperializem na Balkanu.

TEXTE ALBANAIS (218)

Hafiz Dibra. Nji kunor lulesh mbi vorr të Luigj Gurakuqit.

TEXTE BULGARE (219—222)

Редакцията. Под режима на професорите и генералите.
Д. Влахов. Политическото и икономическо положение на Българија.
Д. Влахов. Правителството което избива своите граждани.

TEXTE CROATE (223—224)

H. Dalmata. Hrvati i Balkanska Federacija.

TEXTE SERBE (224)

Б. Вуковић. Избори у Црној Гори (Писмо из Подгорице).

Sous le régime des professeurs et des généraux

Les relations et les luttes politiques en Bulgarie continuent à se mouvoir dans le cercle d'une cruauté inouïe. Les assassinats politiques se succèdent les uns après les autres, rappelant l'épidémie la plus désastreuse, qui pose sa main sur les victimes désignées avec une impitoyable promptitude. Tout le pays vit sous une psychose sanglante, qui ferme les yeux de la raison et se développe avec une progression menaçante. La haine, la sauvage exaspération et le sentiment de vengeance sont les motifs de cette symphonie sanglante.

Le peuple bulgare n'est jamais tombé dans une décadence morale telle, qu'il l'est depuis qu'il est gouverné par quelques généraux abrutis et quelques professeurs dégénérés.

La réaction de Horthy en Hongrie, la dictature de Mussolini en Italie et de Primo de Rivera en Espagne, la tyrannie de Pachitch-Karadjordjevitch-Prébitchévitch en Yougoslavie sont dépassées, et de loin, par les satrapes de Sofia. Le régime du professeur Tzankoff peut se vanter de battre les records de meurtres politiques dans toute l'Europe; nous doutons même que l'histoire de l'humanité connaisse une époque où les crimes politiques furent aussi nombreux. Rien que pour le mois dernier, on compte environ quarante assassinats politiques, dont trois exercés sur des députés, et depuis que la Bulgarie est gouvernée par le „sgovor“ (l'entente démocratique), plus de 16.000 citoyens sont tués. Le sang de ces victimes innocentes serait suffisant pour noyer le gouvernement Tzankoff et tout son parti.

Les assassinats politiques se règlent par la conspiration, qui prend de l'extension de plus en plus, par les actions terroristes séparées, et enfin par les actions de „tchetnitsis“ dans le pays et aux portes des frontières.

Toute la soi — disante „opposition légale“ en Bulgarie, composée de démocrates, de radicaux et de socialdémocrates,

a condamné sévèrement ces actions en votant contre les nouveaux paragraphes de la loi pour la défense. Uniquement les „sauveurs de la patrie“ patentés — les nationalistes — libéraux, le parti le plus réactionnaire en Bulgarie, pour lequel une loi n'est jamais suffisamment sévère — ont fait exception. Il y a quelques jours M. Sakaroff a fait, au nom du groupe parlementaire communiste une déclaration disant, que le „parti communiste bulgare“ maintenait le point de vue de la lutte de classe, qui rejette la conspiration et les attentats individuels, faisant appel aux masses pour mener la lutte sur le terrain politique et économique.

Nous pensons de même que l'action individuelle et la conspiration ne peuvent pas servir de méthode et de tactique à aucun parti politique, paysan, ouvrier ou révolutionnaire luttant pour le renversement d'un régime réactionnaire. Le résultat de pareilles actions est plutôt contraire: la réaction redouble la terreur, l'union de la bourgeoisie menacée la fortifie; les pertes inutiles en militants sont irréparables. Ces actions sont bien venues pour le gouvernement de M. Tzankoff, pour pouvoir justifier son régime sanglant devant la conscience publique indignée de l'étranger, et pour continuer à maintenir le pouvoir, malgré la situation intenable.

Quant aux attaques de frontière du genre de celle du village Godetch, nous pensons qu'elles rappellent par leur nature — toutes proportions gardées — la dernière action de l'aventurier Ahmed Zogou en Albanie. Ces attaques d'hommes louches sont les faits des Ahmed Zogou bulgares, qui sont, paraît-il, prêts à s'allier avec la réaction de Pachitch même, et reconnaître la légitimité de l'imperialisme panserbe, — qui veut dominer de l'Adriatique à la mer Noire — pourvu qu'ils s'emparent du pouvoir en Bulgarie.

Cependant, quelle ironie du sort! Lorsque Ahmed Zogou marchait sur Tirana, à la tête des régiments serbes et de mercenaires wrangélistes, la presse gouvernementale en Bulgarie et presque tout le reste des journaux bourgeois ne s'indignèrent

nullement contre cette expédition commandée et payée par le roi Alexandre et Pachitch, mais exprimèrent leur joie sans la dissimuler pour la victoire de l'agent de Belgrade. (Ce temps — là M. Tzankoff tenait à plaire à tout prix à Belgrade et prouver qu'il est un hôte digne d'être reçu par Pachitch.) Hier, Ahmed Zogou, secouru moralement et matériellement par Pachitch et la „Main Blanche“ est allé sauver l'Albanie du „danger bolchévique“; demain, peut — être, pour les besoins de sa cause, Belgrade confiera la même mission à des Ahmed Zogou bulgares. Pachitch a au moins le mérite d'être conséquent, mais M. Tzankoff chancelle dans l'éternelle incertitude, en poussant de temps en temps des cris désespérés pour du secours.

Condamnant simultanément les actions individuelles, la conspiration et les attaques de l'extérieur des „tchetnitsis“, nous voulons déclarer encore ce que M. Sakaroff n'a pas osé dire dans sa déclaration et que le peuple bulgare doit savoir:

1. La conspiration et les meurtres d'ennemis politiques et idéologiques ont été implantés comme système en Bulgarie, par l'organisation macédonienne de Todor Alexandroff, qui a aidé le plus M. Tzankoff à accomplir le coup d'Etat du 9 juin. Presque tous les meurtriers et leurs inspireurs sont des membres ou des disciples de cette bande, qui développe son „action libératrice“ de la Macédoine dans les cafés, le bureau de la Sécurité publique à Sofia et les dépôts de tabac aux alentours de Névrokop, Pétritch et G. Djoumaia.

2. Dès les premiers jours de son règne le gouvernement „de l'ordre et de la légalité“ a exécuté sans jugement ses principaux adversaires de l'union agrarienne, auxquels on n'intenta aucun procès.

3. S'étant oublié dans l'ivresse de sa victoire facile sur les agrariens, le gouvernement conspirateur de M. Tzankoff a pensé que le temps est venu pour „sauver“ le pays „du désastre communiste“, afin de pouvoir mériter de cette façon la reconnaissance de la bourgeoisie bulgare et de leurs alliés et complices les social-démocrates. Il a provoqué les événements de septembre 1923 qui ont coûté la vie à plus de 16.000 paysans et ouvriers bulgares.

4. Etant venu au pouvoir par la conspiration, ce gouvernement monstrueux a fondé, au su et au vu des représentants des grandes puissances, un appareil d'inquisition sans pitié, librement et de par sa propre volonté, ordonne et accomplit des condamnations à mort contre des adversaires politiques.

5. N'ayant aucun contact et aucun crédit moral dans les masses du peuple, le régime de M. Tzankoff, s'appuie exclusivement sur la Ligue militaire, les groupes macédoniens terroristes et toute une armée de détectives et de policiers. Jamais la Bulgarie n'a été inondée par tant de détectives; il n'y a jamais en tant d'emprisonnés politiques, qui pourrissent dans les prisons en attendant vainement pendant des années la révision de leur procès. Enfin, il n'y a jamais en tant de „traîtres“ et „de sauveurs de la patrie“, comme sous le régime de l'actuelle réaction sanglante.

Ce que nous venons d'exposer n'est qu'un tableau pâle et bien incomplet de la vraie situation en Bulgarie sous le régime du professeur Tzankoff. Néanmoins tout lecteur comprendra que les causes et l'unique responsabilité des assassinats politiques et des actions conspiratives doivent être recherchées uniquement chez ceux qui ont actuellement le pouvoir en Bulgarie. Cependant, les dispositions draconiennes introduites nouvellement dans la „loi pour la défense de la patrie“ ne les sauveront pas du naufrage.

La réaction en Bulgarie ne pourra se maintenir au pouvoir. Elle s'écroulera sous la pression de la lutte politique et économique des masses du monde travailleur bulgare, et le peuple se libérera définitivement de ses tyrans et ses exploiteurs.

La Rédaction

La tragédie de l'échange des populations

II.

Constantinople, Février 1925.

Les conséquences de l'échange des populations ne sont pas moins désastreuses pour la Grèce et la Bulgarie.

Suivant les informations de la presse hellénique, le flot des réfugiés d'Anatolie a créé en Grèce une situation des plus graves. Les immigrants ont rendu la vie des indigènes tellement insupportable que des rixes sanglantes éclatent entre eux continuellement.

Pour en donner une idée, nous empruntons à „l'Indépendant“ de Salonique le récit suivant:

„Une dépêche de Serrès annonce qu'une rencontre sanglante s'est produite au village de Kioup-Keuy entre réfugiés grecs et indigènes macédoniens dans les circonstances suivantes:

Des paysans indigènes macédoniens se sont rendus hier dans un secteur réquisitionné de leur village, pour y labourer la terre. Des réfugiés grecs les en ont expulsés, après les avoir maltraités. Les paysans appelèrent leurs voisins au secours. Ceux-ci s'armèrent de revolvers, couteaux et matraques et attaquèrent les réfugiés. Une rencontre s'ensuivit; 13 réfugiés ont été blessés grièvement. D'autres réfugiés ont été blessés légèrement.

Les réfugiés se sauvèrent dans la direction de Rodolivos, emportant leurs blessés avec eux. Les indigènes restés maîtres du terrain se tournèrent alors contre le quartier des réfugiés. Ils y détruisirent 7 maisonnettes, endommagèrent sérieusement 25 autres et incendièrent trois granges.“

D'autre part, les autorités grecques pour faire place aux réfugiés d'Asie-Mineure cherchent par tous les moyens à chasser de la Macédoine les habitants bulgares. Afin d'atteindre ce but elles ne reculent même pas devant des crimes affreux, tel l'incident de Tarlis où 19 bulgares furent massacrés, de propos délibéré, par les organes de l'autorité hellénique même, sous le commandement d'un officier, ancien chef de bande, appelé Dòxakis. La responsabilité de cet officier barbare, établie par une enquête menée sur place par des représentants de la Société des Nations, lui a valu une condamnation de dix ans de prison.

Le scandale qu'a provoqué le massacre de Tarlis en Europe a obligé le délégué grec à la Société des Nations, M. Politis, de signer une convention avec l'institution de Genève relative à la protection des minorités bulgares en Grèce. La Bulgarie de son côté, s'engagea envers la Société des Nations, par une convention identique, à respecter les droits des minorités grecques habitant sur son territoire.

Le Sobranié bulgare a ratifié la convention en question. Quant à la Grèce, il s'y passa une chose étrange. La presse nationaliste grecque partit en guerre contre cette convention, en arguant que sa reconnaissance et sa ratification signifieraient celles de l'existence de Bulgares en Macédoine grecque et que, dans l'avenir, cela donnerait des prétextes au gouvernement bulgare d'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce et même de faire valoir des revendications territoriales. Tout le Parlement grec emboîta le pas à la presse, et le cabinet d'Athènes déclara, sans rougir, que la convention relative à la protection des minorités bulgares, signée à Genève par son représentant officiel, avec la connaissance et l'approbation du cabinet Sofoulis était nulle et non avenue!

Cela voulait dire que les dirigeants d'Athènes, avec le Parlement en tête, ne reconnaissent pas l'existence de Bulgares en Macédoine grecque, ou s'ils reconnaissent ce fait, ils avouaient ouvertement que ces malheureux n'étaient pour eux que des parias, sans aucun droit à la vie!

Voilà pourquoi les incidents de Tarlis se succèdent, sans que la Société des Nations bronche.

C'est ainsi que les habitants bulgares des villages de Bouline et de Livadichté, de la région de Drama, ont été, tout dernièrement, l'objet de violences sanglantes de la part des réguliers et des irréguliers grecs.

Il est naturel que devant cette méthode d'extermination systématique, les autochtones de la Macédoine subjuguée par les satrapes grecs fuient leurs foyers et viennent chercher refuge en Bulgarie.

Leur situation, d'après le témoignage des notabilités étrangères qui les ont visités, est simplement effroyable.

Le célèbre professeur allemand, Dr. Nocht, chargé par la section hygiénique de la Société des Nations de faire, avec dix autres médecins, une enquête dans les régions de Salonique, Vardar, Serrès, Drama, Gumuldjina, a, suivant la presse de Sofia, déclaré ce qui suit:

„Ce que les traités de paix ont créé après les guerres est une chose inouïe par sa cruauté. Notre enquête a constaté quelque chose de pire que ce qui arrivait pendant la guerre. Nous avons vu de nombreux groupes de réfugiés de Grèce, des Turcs et des Bulgares, dans la misère la plus horrible, la plus affreuse, en proie aux diverses maladies et menacés d'une mort tragique certaine.

Les guerres nous ont apporté, à nous Allemands, de grands maux, de terribles malheurs. Toutefois, chez nous chacun reste dans sa maison. Votre situation à vous, Bulgares, avec les réfugiés et les émigrés venus de Dobroudja, de Tzaribrod, de Macédoine et de Thrace, est pire que celle de tous les autres états vaincus. Par l'émigration et le déplacement des masses populaires votre race est punie plus cruellement que tous les autres états vaincus.“

Il faut ajouter à cela les paroles que M. Vandervelde qui, d'un cœur léger, a approuvé et ratifié le traité de Versailles, source de tous les maux, — a prononcées après sa visite aux camps des réfugiés en Bulgarie:

„Quand nous avons vu la misère des réfugiés en Bulgarie, il nous a semblé être dans un des cercles de l'Enfer de Dante.

C'est un véritable scandale européen qu'on ne peut plus supporter.

Afin que le tableau soit plus complet, nous citons quelques passages d'un appel que la Ligue bulgare pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen a adressé récemment à la Fédération Internationale des mêmes Ligues, pour attirer son attention sur la situation des réfugiés bulgares :

«... L'afflux des réfugiés en Bulgarie est la conséquence directe de ce que la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie n'ont pas appliqué les clauses des traités de Paris relatives aux droits des minorités. Par ce fait même, sont restés jusqu'à ce jour en Bulgarie des centaines des milliers de réfugiés qui y avaient cherché asile, après les guerres balkaniques et mondiale, de même que les réfugiés qui étaient venus chez nous après les insurrections de Macédoine et de Thrace en 1903... Dernièrement les masses des réfugiés bulgares venant des états voisins, surtout de la Grèce, ont rendu et rendent la situation intenable en Bulgarie. Leur afflux incessant prend déjà les proportions d'un cataclysme. Ainsi qu'on peut le voir par les listes ci-jointes, chaque jour des dizaines et même des centaines de réfugiés viennent chez nous. Rien ne les arrête, pas même le rude hiver. Ils arrivent défaillants, affamés, déguenillés, malades, transis et tremblants de froid. Ils viennent traînant leur misère et leur désespoir. Quelques-uns d'entre eux n'atteignent même pas la frontière, surtout ceux qui fuient à pied à travers forêts et montagnes. Il arrive rarement un train venant de Thrace dont on ne retire pas un cadavre d'enfant, de femme ou d'homme mort en route... Sur 1000 réfugiés, il en meurt 160, tandis que la mortalité générale n'est que de 20 à 25 pour 1000.»

Voilà le résultat de la politique des gouvernants nationalistes des Balkans. C'est l'extermination lente, mais systématique des masses laborieuses de la Péninsule. Incapables de remédier à la misère qui hurle, au mécontentement qui gronde chez eux, les dirigeants balkaniques, afin de se disculper crient au péril bolcheviste et se concertent pour lutter contre „le danger commun“.

Mais leur jeu est tellement grossier que personne n'y croira.

Le véritable danger, et pour les masses travailleuses et pour la paix des Balkans et du monde, ce sont eux, leur politique de haine aveugle, leur incapacité totale de comprendre les nécessités de notre époque et de marcher avec elles.

R. Haydar

Un gouvernement massacreur de ses concitoyens

Tous les jours des nouvelles de plus en plus tragiques nous parviennent du royaume des dictateurs bulgares. Des citoyens sont tués journellement dans la capitale et en province par le autorités, ou avec leur complicité. Après le meurtre du député communiste T. Strachimiroff, dont les assassins ne sont pas encore arrêtés, la nouvelle du meurtre d'un autre défenseur du peuple travailleur, le député Har. Stoianoff, vient de nous parvenir. Cette fois-ci l'assassin a été arrêté avec le concours des citoyens. L'agence télégraphique gouvernementale s'empresse de l'annoncer au monde, en donnant le nom de l'attentateur, qui s'appelle Razvigoroff, originaire de la Macédoine.

Cette nouvelle du gouvernement nous éclaire aussi sur le meurtre du député Strachimiroff; elle nous fait dévoiler le rôle du gouvernement Tzankoff dans l'assassinat de ses adversaires.

Qui est Razvigoroff?

Un des collaborateurs les plus dévoués de Protoguéroff et Iv. Mikhailoff, que le congrès de l'organisation macédonienne a élu à l'unanimité comme successeur du chef tué (T. Alexandroff) de l'organisation, (correspondance spéciale du „Matin“ parisien). Razvigoroff, meurtrier de H. Stoianoff, cela signifie que l'assassinat du député communiste est l'acte de l'organisation macédonienne verhoriste.

Le gouvernement Tzankoff, en ne donnant pas la possibilité au meurtrier de „s'enfuir“ de la prison, a voulu rejeter toute responsabilité dans cet attentat. Cela aussi est explicable. M. Kalkoff est actuellement à Genève; il participe aux séances de la Société des Nations. Il sent le besoin de montrer à l'impérialisme européen que son gouvernement est non seulement maître de la situation, mais que son impartialité est telle, qu'il arrête les criminels quels qu'ils soient. C'est sans doute ce sentiment aussi qui a guidé le ministre de la justice, lorsqu'à propos de l'assassinat du député Stoianoff, il a stigmatisé les auteurs des meurtres politiques, sans égard pour les opinions qu'ils partagent.

Mais la question n'est pas là. L'arrestation du meurtrier de Stoianoff — on sait qu'il a été arrêté par hasard — prouve-t-il que

le gouvernement Tzankoff n'est pas l'organisateur ou au moins le complice dans ce meurtre? Nous nous efforcerons de montrer qu'il est directement responsable du meurtre de Stoianoff et de Strachimiroff.

Le meurtre des deux députés communistes a un caractère politique, et personne ne le conteste.

Des macédoniens du camp d'Iv. Mikhailoff et du général Protoguéroff sont les meurtriers de Stoianoff et de Strachimiroff. Les Razvigoroff ont participé dans un bon nombre d'„actions“ semblables, en qualité d'exécuteurs des décisions du comité terroriste de l'organisation verhoriste macédonienne, qui travaille en plein accord avec le gouvernement Tzankoff.

Quelle est l'attitude du gouvernement envers ces meurtres, c'est-à-dire envers les attentats exécutés par l'organisation verhoriste macédonienne?

Si le gouvernement avait les mains propres et s'il n'était pas mêlé dans ces meurtres, il pourrait facilement couper les racines de cette bande criminelle d'assassins dont le centre est à Sofia. Il connaît les dirigeants de la bande: la plupart sont des fonctionnaires gouvernementaux. Il peut les arrêter et les punir d'une façon exemplaire. Nous l'avons démontré à maintes reprises, dans les colonnes de la „F. B.“.

Cependant le gouvernement n'arrête pas ces assassins; au contraire, il les protège en sous-main et il est fier de leurs actes. M. Kalkoff déclare au correspondant du journal serbe „Politika“ du 2. mars 1925: „En septembre 1924, Moscou organisa les partisans du front-unique pour provoquer des soulèvements en Bulgarie et rallumer l'étincelle de la révolution dans tous les états balkaniques. Les autorités bulgares ont réussi à déjouer le plan bolchéviste, et ainsi non seulement à sauver la Bulgarie, mais de plus, à s'ériger en défenseurs de l'ordre et de la paix dans tous les pays balkaniques.“

Le ministre des affaires étrangères du gouvernement Tzankoff, reconnaît donc, que le gouvernement bulgare a massacré les révolutionnaires et hommes politiques macédoniens au mois de septembre de l'année passée à Sofia, Philippopoli, G. Djoumaïa et dans tout le département de Pétritch (Macédoine sous le pouvoir bulgare).

De son côté, l'organisation macédonienne verhoriste du gén. Protoguéroff et Iv. Mikhailoff déclare ouvertement, soit par l'intermédiaire des journaux de Tzankoff à Sofia, soit dans la brochure publiée dans la capitale bulgare, „le Complot contre T. Alexandroff“ — ce livre se vend et est répandu librement dans les librairies de Sofia — où il est dit que le meurtre de D. H. Dimoff, de Tchond. Kantardjief, d'Aleko Vassileff et d'une centaine d'autres révolutionnaires est leur oeuvre. Cette bande pousse le cynisme jusqu'à s'enorgueillir de ses innombrables crimes.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que tous les meurtres ont été le résultat d'une collaboration étroite entre deux bandes de criminels, ayant pour chefs Protoguéroff et Tzankoff.

S'il fallait de nouvelles preuves, il nous suffirait de mentionner ces déclarations d'un membre en vue du cabinet Tzankoff.

Avec l'arrestation de l'assassin Razvigoroff on établit que le meurtre de Stoianoff, de même que celui de Strachimiroff sont les faits de la même bande Tzankoff-Protoguéroff, qui se partage le travail!

La bande de Protoguéroff se met en oeuvre lorsqu'il s'agit de décapiter un macédonien ou un citoyen bulgare qui s'élève dans la presse ou au Parlement contre la dictature fasciste, exercée sur le peuple travailleur bulgare, et contre leurs méfaits.

Tel est le cas du meurtre des deux députés communistes. Ces tribuns populaires interpellèrent le gouvernement il y a plus de deux mois sur les massacres de G. Djoumaïa du mois de septembre 1924.

L'organisation macédonienne verhoriste conseilla, en son temps, dans son journal „Svoboda ili Smrt“ (La liberté ou la Mort), au ministre Rousseff, surnommé „le général sanglant“ comment il fallait répondre aux interpellateurs.

Strachimiroff a reçu sa réponse: il a été tué, le 17 février 1925, dans une des rues principales de la capitale.

En qualité d'homme „correct“, le ministre Rousseff devait une réponse aux différentes interpellations adressées au gouvernement, sur les meurtres politiques. Et il a répondu.

Le héros de Dobro Pole déclara au député communiste Tarachmanoff à l'Assemblée Nationale: „Nous ne nous arrêterons devant aucune mesure pour vous écraser la tête. Elle sera écrasée.“ (La Bulgarie du 23 février 1925).

Et, en effet, Rousseff a écrasé une des têtes du „danger communiste“. Le ministre Rousseff a ordonné à ses serviles lieutenants Protoguéroff et Mikhailoff, d'exécuter son ordre.

Et les malfaiteurs obéirent à leur chef; ils tuèrent, le 6 mars, le député H. Stoianoff.

C'est sous ce régime sanglant que vit le peuple bulgare.

D. Vlahoff

Les élections au Monténégro

(Lettre de Podgoritza)

Le règne de la terreur et de la réaction que nous subissons dure depuis novembre 1918, époque à laquelle par la pression et la falsification de la volonté nationale, on perdit toute liberté politique. Depuis ce jour jusqu'aujourd'hui le pays vit sous la menace du bâton, la persécution et la corruption la plus infâme. Le gendarme et les méthodes de basse police sont les instances suprêmes de ce régime sanglant, qui prétend réaliser „l'unité nationale“ par les moyens les plus féroces qu'on puisse imaginer. Mais comme dit le dicton populaire: qui vit dans le sang, s'y noiera.

Dans la presse européenne on a longuement commenté les élections du régime Pachitch-Karadjordjévitch-Pribitchévitch, mais ce n'est que le „Times“ londonien qui s'est arrêté sur les résultats électoraux au Monténégro. Ces résultats permettent pourtant, de juger l'état d'esprit des masses populaires dans notre pays.

Nous ferons ressortir certains faits aux lecteurs de „la F. B.“, qui leur permettront de juger la situation en connaissance de cause. Préalablement, nous dirons quelques mots sur les vaines machinations de Belgrade en vue d'obtenir une majorité électorale au Monténégro.

En 1920, au moment de la Conférence de la Paix à Paris, qui avait à solutionner la question monténégrine aussi, les gouvernants serbes, craignant de voir reconnaître l'indépendance et la restauration du Monténégro — surtout à cause de l'attitude prise par le président Wilson —, firent voter par l'Assemblée des Représentants — choisis arbitrairement — la loi fixant la date des élections pour la Constituante.

La même loi réduisit le Monténégro aux frontières d'avant la guerre balkanique, pensant que s'il devait le perdre par un plébiscite, alors le pays ne compterait qu'environ 200.000 habitants et serait incapable de vivre de sa vie propre. Délimité de cette façon, il eût droit à dix mandats à la Constituante.

Les élections de novembre 1920 se passèrent dans le chaos et dans le sang: 4 députés communistes, 2 républicains et 4 radicaux et démocrates furent élus. La Constituante royale — qui dût prêter serment au roi de Serbie — de l'état des Serbes-Croates et Slovènes, après avoir voté la Constitution se transforma en Assemblée régulière, modifia la loi électorale précédente, en vota une nouvelle qui réduisait le nombre de députés de 419 à 313 et donnait droit à 7 mandats au Monténégro. Aux élections de 1923, trois radicaux, deux démocrates et deux fédéralistes furent élus. Etant mis hors-la-loi, le parti communiste n'eût pas de liste électorale, comme en 1920 les fédéralistes ne purent en avoir.

Les résultats des élections de février dernier furent les suivants: 3 fédéralistes, 2 radicaux et 2 démocrates du groupe Davidovitch. Cela nous prouve le mieux le succès des fédéralistes et leur influence dans les masses. En outre, ces élections sont une défaite écrasante pour le panserbisme et le régime P. K. P., car le gouvernement n'a pu récolter que deux mandats, tandis que l'opposition des fédéralistes monténégrins et des démocrates en a cinq.

C'est une nouvelle preuve que l'immense majorité du peuple veut la lutte pour l'indépendance et la liberté; il considère que la situation dans laquelle l'ont condamné par la force et l'intrigue les hégémonistes de Belgrade et les Alliés, n'est que temporaire.

En lisant les résultats des dernières élections, plus d'un sera enclin à croire que la campagne électorale s'est faite librement, ou du moins avec une liberté relative?

Non! mille fois non!

Mieux que tout plaider, nous reproduisons les chiffres que tout homme au courant de la politique balkanique comprendra facilement.

Tandis que dans les autres contrées de la Yougoslavie la proportion de votants augmentait, au Monténégro elle était en diminution d'un huitième, par rapport aux élections précédentes. De 48.789 électeurs, 23.638 votèrent; aux élections précédentes il y avait 32.544 citoyens qui avaient déposé leur bulletin dans les urnes.

Qui n'a pas voté?

Les 5000 électeurs que les autorités ont emprisonnés pendant la campagne électorale et tous ceux qui n'osèrent s'exprimer et sortir de la maison, sachant par expérience ce qu'il coûte d'exprimer son opinion au pays de la terreur. L'incident qui s'est passé avec un gardien de la boîte électorale à Nikitchitch — le médecin Niko Martinovitch — est très caractéristique. Chargé par le parti radical de garder la boîte électorale du ministre des finances Stoyadinovitch, — devant le spectacle qui s'offrait à ses yeux à tout moment, — le Dr. Martinovitch s'indigna de cette férocité envers les citoyens et motiva ainsi sa retraite du comité de contrôle électorale: „Refuse d'être complice avec ceux qui veulent capter la volonté du peuple par la pression, le bâtonnement, l'intimidation et la terreur.“

Espérons — sans nous y fier — que le correspondant de Belgrade du „Times“ modifiera son point de vue et fera part à son journal des incidents qui se sont produits pendant la campagne électorale, dont nous n'avons relaté qu'un parmi tant d'autres.

Les élections de février dernier démontrent le mieux que le peuple du Monténégro est prêt à affronter la lutte pour sa liberté et son existence, ne se laissant intimider ni par la terreur ni par l'oppression.

B. Voukovitch

Die Ermordung Luigj Gurrakuqis

Das Verbrechen, dem am 2. März in Bari der frühere albanische Finanzminister Luigj Gurrakuqi zum Opfer gefallen ist, hat den Herzen aller albanischen Patrioten eine blutige Wunde geschlagen.

Im blühendsten Mannesalter ist hier ein treuer Sohn seines Volkes, ein selbstloser und begeisterter Kämpfer für die Unabhängigkeit seiner Nation durch die verabscheuungswürdige Tat eines gedungenen Meuchelmörders aus den Reihen der Lebenden ausgelöscht worden.

Vor einem Vierteljahr hat sich mitten in dem durch feierliche Verträge „geeinigten“ zivilisierten Europa eine unerhörte Tatsache begeben: Jugoslawien, Mitglied des Völkerbundes, hat — sagen wir es doch offen! — gegen Albanien, das demselben Völkerbunde angehört, einen veritablen Krieg eröffnet und dessen nationale Regierung überwältigt und verdrängt. Pašić und seine Helfershelfer haben seit langem der Unabhängigkeit des albanischen Volkes den Untergang geschworen. Als sie sahen, daß in diesem Lande eine Regierung waltete, der die Freiheit und Unabhängigkeit des albanischen Volkes nicht nur ein leeres Wort war, da rüsteten sie eine Armee von Landsknechten aus, an deren Spitze sie einen aus dem Lande gejagten Verräter setzten, um das albanische Volk zu überfallen und es zu unterwerfen.

Wie ein Mann erhob sich das Volk, um sich des völkerrechtswidrigen Einfalles zu erwehren. Aber auch die helden-

hafteste Gegenwehr des kleinen Volkes mußte erfolglos bleiben, denn Serbien lieferte Geld, Waffen, Munition und Söldlinge in Hülle und Fülle.

So ward das albanische Volk unterworfen und Achmet Bey Zogolli, der Vasall Pašić', ward Herr in Albanien.

In seiner Not hat das albanische Volk an den Völkerbund appelliert. Aber seine Hilferufe blieben erfolglos. Allen Satzungen und Verträgen zum Hohn blieb Pašić' Meuchelmord an der albanischen Freiheit ungehindert und ungeahndet.

Ein Volk wurde vergewaltigt und geknebelt. — Europa hat kein Wort der Empörung für diese Gewalttat. Das hat Pašić und seinen Helfershelfern zu weiteren Missetaten Mut gemacht. Achmet Bey Zogolli weiß, daß er mit Serbiens Hilfe zwar in das Land eindringen konnte, aber er weiß auch, daß seine Herrschaft nicht von Dauer sein kann. Deshalb begeht er weitere Verbrechen, um das albanische Volk seiner Führer zu berauben und es so weiter in Knechtschaft zu halten.

Einmal auf dem Wege des Verbrechens, hat er sich entschlossen, die wahren Führer des albanischen Volkes durch Meuchelmord hinwegzuräumen. Er, der Avni Rustem ermorden ließ und der nach seiner Rückkehr nach Albanien den Auftrag gab, sogar dessen Grab zu schänden, ist ja kein Neuling in diesem Handwerk und was ihm noch an Routine fehlte, ersetzte die lange Übung seiner serbischen Herren. An dreißig politische Führer des albanischen Volkes sind in den letzten drei Monaten ermordet worden, die einen im Gefängnis, die anderen auf angeblicher

Flucht. In jedem Fall läßt sich die alte serbische Methode feststellen.

Nun ist der edelsten einer durch die Hand der Mörder gefallen: Luigj Gurrakuqi. Ein zu langer Kerkerstrafe verurteilter gemeiner Verbrecher wurde aus seiner Kerkerhaft entlassen, um diese verworfene Tat zu vollführen. Mit kaltem Blute hat der Scherge Pašić, der gegenwärtig in Albanien herrscht, die Waffe gelenkt — drei Mörderkugeln streckten den treuen Sohn seines Volkes zu Boden.

An anderer Stelle preist ein albanischer Aufsatz die Tugenden des teuren Mannes, der seine Liebe zu seinem Volke mit seinem Leben zahlen mußte.

Seit seiner frühesten Jugend, erfüllt vom idealsten Drange, seinem Volke zu dienen, hat Gurrakuqi seiner Nation auf allen Gebieten des öffentlichen Lebens unschätzbare Dienste geleistet.

In seiner Jugend oblag er wissenschaftlichen Studien. Kaum 24 Jahre alt, stand er schon in der Reihe der Kämpfer für die Freiheit des albanischen Volkes. Im Jahre 1904 wurde er von den türkischen Gerichten verurteilt, weil er für die Freiheit der albanischen Nation eintrat. Er mußte ins Ausland flüchten. Als die konstitutionelle Ära in der Türkei begann, nahm er an allen Bestrebungen der albanischen Nationalisten tätigen Anteil. Er war Vizepräsident des Monastirer Kongresses im Jahre 1903, die Entwicklung der albanischen Sprache und Literatur fand in ihm einen der eifrigsten Förderer. In den Kämpfen gegen Torghut Pascha, an dem großen Aufstande der Malissoren im Jahre 1911 nahm Gurrakuqi tätigen Anteil.

Während des Balkankrieges agitierte er für die Unabhängigkeit Albaniens und er war einer jener Patrioten, die am 28. November 1912 in Valona die schwarz-rote Fahne aufpflanzten.

In der Folge bekleidete Gurrakuqi wiederholt wichtige Ämter, in denen er Hervorragendes, insbesondere für das Unterrichtswesen leistete.

Aber er war nicht nur ein ausgezeichnete Arbeiter für die kulturellen Ziele seines Volkes. Er war auch ein kühner Kämpfer, wenn es galt die Sache der Nation gegen deren Feinde zu schützen. Er kämpfte gegen den Verräter Essad, wie er gegen dessen Epigonen Achmet die Waffen erhob.

Das albanische Volk hat diesen Kämpfer geliebt wie selten einen. Er, der in glühendem Patriotismus alles seinem Volke opferte, der bis an sein Ende ein armer Mann geblieben ist, besaß die begeisterte Gefolgschaft seiner Konnationalen.

Achmet weiß, wen er morden ließ. Er wollte das Herz des freiheitsliebenden Volkes treffen und er hat es getroffen.

Aber Achmet und seine Herren in Belgrad irren, wenn sie glauben, daß sie mit Gurrakuqi die albanische Freiheitsbewegung zu Tode getroffen haben.

Nur Gurrakuqis Körper haben sie morden können — sein Geist lebt! Er erfüllt alle, die Albanien lieben und er wird sie führen in dem Kampfe zur Befreiung des Volkes aus den Ketten seiner Bedrücker.

Bari, am 8. März 1925.

Hafiz Dibra

Die politische und wirtschaftliche Lage Bulgariens

(Anläßlich eines Interviews des bulgarischen Gesandten in Wien)

Unter der obigen Aufschrift bringt die „Neue Freie Presse“ vom 22. Februar d. J. ein Interview mit dem bulgarischen bevollmächtigten Minister in Wien, Herrn Nedkoff.

Der Vertreter Bulgariens versucht dabei angeblich, die öffentliche Meinung Österreichs über alle Fragen, die in Verbindung mit der Tätigkeit der gegenwärtigen bulgarischen Regierung stehen, aufzuklären. Der uninformierte Leser könnte dabei den Eindruck gewinnen, daß trotz aller Morde und Attentate im heutigen Bulgarien, die gegenwärtigen Machthaber die

einigen Männer seien, die das Land aus der chaotischen Lage, in der es sich befindet, herauszubringen imstande sind.

Herr Nedkoff beginnt sein Interview mit dem Hinweise auf die Attentate und die Überfälle seitens der im Auslande organisierten Gruppen, die die öffentliche Meinung Bulgariens und des Auslandes beunruhigen. Gewiß, die Attentate sind eine gewöhnliche Erscheinung im politischen und gesellschaftlichen Leben Bulgariens geworden. Sie beunruhigen nicht nur die Öffentlichkeit in Bulgarien, sondern versetzen das ganze bulgarische Volk in eine entsetzliche und wegen des Terrors unerträgliche Lage.

Nach der Meinung des Herrn Nedkoff stoßen die Attentate und die Überfälle der innerhalb und außerhalb Bulgariens, besonders aber in Serbien, bewaffneten bulgarischen Gruppen auf den einstimmigen Protest aller „Ordnungsparteien“.

Die Attentate und die Überfälle der im Auslande bewaffneten und aus den Nachbarstaaten einbrechenden Trupps haben übrigens den schärfsten Protest und entschiedene Mißbilligung auch derjenigen Parteien hervorgerufen, die Zankoff als die Parteien der „Zerstörung und Vernichtung“ bezeichnet. Der Bauernbund als Partei, die noch nicht ganz außer Gesetz gestellt ist, konnte seinen diesbezüglichen Protest in aller Form erheben. Die parteilosen Kommunisten verurteilten ebenso die Morde und den Grenzeinfall. Die breiten Volksschichten protestieren aber zugleich gegen die unerträglichen Verfolgungen und die Terrorakte, denen sie seitens der Regierung und deren Organen fortdauernd ausgesetzt sind.

Herr Nedkoff bemüht sich ferner, die wirtschaftliche Krise des Landes zu erklären. Er spricht über die Verelendung des Landes, über die Teuerung, über die Währungsentwertung und über andere nach dem Balkan- und Weltkrieg eingetretene Krisenerscheinungen, die seiner Ansicht nach den Boden für die „Demagogie“ vorbereitet haben. Er stellt dabei den Bauernbund Stambolijskis als Partei dar, welche diese günstige Lage auszunützen wußte, um ihre Diktatur dem Lande aufzudrängen.

Die Erklärungen Herrn Nedkoffs sind oberflächlich, so daß nach den katastrophalen Kriegen das bulgarische Volk nichts anderes tun konnte, als sich gegen die Schuldigen an seinem Zusammenbruche und seinem Unglück zu wenden. Ohne irgendwelche „Demagogie“ hat sich das Volk gegen diese Schuldigen ausgesprochen. Die Wahlen vom 17. August 1919 gaben den linken Parteien, den Bauernbündlern, Kommunisten und Sozialdemokraten die überwiegende Mehrheit. Den heutigen Hauptträgern der Regierungspartei, den früheren Volksparteilern und Progressisten (Madzaroff, Buroff und Daneff), ist es damals gelungen, in die Regierung Stambolijskis einzutreten und sie zögerten nicht vor der Anwendung der reaktionärsten und brutalsten Mittel im Kampfe gegen die Sozialisten und Kommunisten. Ihren Provokationen war der Eisenbahnerstreik im Jahre 1919—1920 zu verdanken, sowie alle Gewaltakte, die damals gegen die Eisenbahner verübt worden sind.

Herr Nedkoff will auch beweisen, daß die bei den Wahlen von 1920 zustande gekommene parlamentarische Mehrheit auf ungesetzlichem Wege gebildet wurde, da die Stambolijski-Regierung während der Wahlen Gewalttätigkeiten begangen habe. Ja, es ist richtig, daß damals Terrorakte vorgekommen sind. In welchem Verhältnis aber stehen sie zu den Gewalttätigkeiten, die die heutige Regierung im Monate November 1923 begangen hat, um sich eine Mehrheit in der Kammer zu verschaffen? Im Jahre 1920 hatten alle politischen Parteien ihre Zeitungen, beriefen ihre Versammlungen ein, hatten die Möglichkeit, ihren Wahlkampf ungehindert zu führen. Im November 1923 aber, als das heutige Parlament „gewählt“ wurde, waren der Bauernbund und die Kommunisten de facto außer Gesetz gestellt, ihre Zeitungen, ihre Wählerversammlungen und jede Agitation wurden verboten und auf die Wähler wurde ein Druck ausgeübt, wie ihn die Geschichte Bulgariens, seitdem es ein selbständiger Staat ist, nicht kennt.

Der bulgarische Gesandte spricht auch von der „kommunistischen Gefahr“, die angeblich von der Stambolijski-Regierung

favorisiert worden sei. Ist es denn dem Herrn Nedkoff nicht bekannt, daß Stambolijski während der ganzen Zeit seines Regierens einen systematischen Kampf gegen die kommunistische Partei geführt hat? Erinnert er sich nicht auf den Kampf, den das Stambolijski-Regime gegen die Kommunisten, besonders während der Wahlen im Frühling 1923, führte? Weiß er nicht, daß der Kampf der Stambolijski-Regierung gegen die bürgerlichen Parteien weit hinter diesen Maßnahmen zurückblieb? Ist es denn dem Herrn Nedkoff nicht bekannt, daß Stambolijski im Kampfe gegen die Kommunisten von der Presse der bürgerlichen Partei und speziell von der erreaktionären Zeitung „Mir“, die heute der eifrigste Anhänger des faschistischen Regimes Zankoff ist, am energischsten unterstützt wurde?

Wäre Stambolijski nicht unter dem Einflusse der reaktionären Elemente gestanden, so wäre es nicht zum Juniumsturz gekommen und die faschistische Diktatur in Bulgarien wäre heute unmöglich.

Herr Nedkoff erwähnt ferner, daß die „gesunden Elemente der Nation darauf zu reagieren begannen“, als Stambolijski das Wahlgesetz abänderte und das proportionelle Wahlsystem in den Kreisen abschaffte, um sich eine sichere Mehrheit im Parlamente zu schaffen.

Ja, es ist richtig, daß die Abschaffung des proportionellen Wahlsystems unter allen Parteien, außer der Partei Stambolijskis, eine große Unzufriedenheit hervorrief. Vergessen hat aber Herr Nedkoff der europäischen Öffentlichkeit mitzuteilen, daß die Regierung Zankoff ihre Wahlen im November 1923 auf Grund desselben Gesetzes vornahm und daß dieses reaktionäre Gesetz von der „demokratischen“ Regierung Zankoff bis heute nicht abgeschafft wurde.

Im Gegensatz zu der strengen Kritik, die Herr Nedkoff gegenüber dem Regime Stambolijski, dessen politischer Vertreter er seinerzeit in Budapest und Bukarest war, ausübt, ist er ein auffallend milder Richter gegenüber dem Regime der Diktatur vom 9. Juni 1923.

Der Umsturz vom 9. Mai sei „der spontane Akt des Selbsterhaltungstriebes eines Volkes, das nicht der Sklave eines Diktators sein will...“ „Die Männer des 9. Juni wollten das demokratische Prinzip... rehabilitieren; da aber stießen sie auf den stärksten Widerstand...“ meint Herr Nedkoff. Er erklärt ferner, daß extreme Bauernbündler und Kommunisten „auf ihre sich selbst usurpierten Privilegien nicht verzichten wollten“. Er erzählt, daß diese Parteien konspirative und provokatorische Tätigkeit entfalten, aus dem Auslande Partisanenbanden ins Land schickten, Waffen einführen, geheime Druckereien haben usw., und daß die Kommunisten nach der Unterdrückung des Aufstandes im September 1923 „die Mazedonische Revolutionäre Organisation in ihre Hände zu bekommen versuchten und im September 1924 den blutigen Konflikt zwischen deren beiden Flügeln hervorriefen“. Folglich betrachtet der bulgarische bevollmächtigte Minister den nächtlichen Umsturz einer Gruppe von Offizieren und Intellektuellen, der zum Sturz der Regierung Stambolijski führte, die viel rechtmäßiger war als die heutige Regierung Zankoffs, für natürlich und patriotisch.

Der Kampf der bulgarischen Bauern und Arbeiter im Juni 1923 gegen den Aufstand Zankoffs war ein gesetzliches Kampfmittel gegen die Usurpatoren. Das Volk verteidigte damals die ihm nach der Verfassung zustehende Macht. Der Aufstand im September 1923 war von der Zankoff-Regierung durch Massenverhaftungen und Verfolgungen der Mitglieder der kommunistischen Partei, die eine legale Partei war, provoziert. Die Regierung hat das bulgarische Arbeitsvolk in Blut überflutet. Die Zahl der in den Städten und Dörfern, in Gefängnissen und Wachstuben Ermordeten und zu schweren Strafen Verurteilten beläuft sich auf 16.000.

Allein diese „Beruhigungsaktion“ à la Galiffé genügt, um jedem objektiven Beobachter über die Tätigkeit der Regierung der blutigen Professoren und Generäle einen klaren Begriff zu schaffen.

Was den Versuch betrifft, den blutigen Konflikt zwischen den beiden Flügeln der Mazedonischen Revolutionären Organisation als ein Werk der Kommunisten darzustellen, möge der bulgarische bevollmächtigte Minister zur Kenntnis nehmen, daß es uns, den mazedonischen Volkskämpfern und Publizisten, bekannt ist, wer der Schuldige an der Ermordung von einigen Hunderten unserer besten Revolutionäre und Volkskämpfer im September des Jahres 1924 ist: der Schuldige an dieser blutigen Tragödie, die sich in Sofia, Plowdiw, Gorna Djumaja, Petrics, Newrokop und Mechomia abgespielt hat, ist die volksfeindliche Regierung Zankoff unter Mitwirkung des Henkers General Protogeroff.

Auch der bevollmächtigte Minister Zankoffs, Herr Nedkoff, wird Gelegenheit haben, sich davon zu überzeugen, da wir vor die Öffentlichkeit mit unserem Tatsachenmaterial über dieses Gemetzel bald treten werden.

Der bulgarische bevollmächtigte Minister in Wien bemüht sich, die gegenwärtige Lage Bulgariens in sehr milden Zügen zu schildern.

Auf der einen Seite steht, seinen Ausführungen zufolge, Herr Zankoff, der sich auf die „feste Mehrheit“ des Volkes stützt und mit allen Kräften daran arbeitet, um den Frieden im Lande herzustellen und es auf die „Bahn des Fortschrittes zu lenken“. Auf dieser Seite sei der Kampf um die Demokratie, um die persönliche Freiheit und die Sicherung der Volksrechte zu sehen. Die Regierung Zankoff stütze sich auf die Traditionen der drei vereinigten demokratischen Parteien und habe die wesentlichen wirtschaftlichen und politischen Probleme in Angriff genommen: die Staatsverfassung sei hergestellt worden, eine ehrliche Verwaltung im Lande eingeführt, das Prestige der Justiz wiederum hergestellt usw.

Daß aber alle diese Erklärungen des Herrn Gesandten nicht der Wahrheit entsprechen, ist aus dem folgenden leicht einzusehen:

Die Verfassung des Landes und ihre Grundfundamente sind untergraben. Die Persönlichkeits-, Presse-, Versammlungs- und Vereinigungsfreiheit, diese elementarsten Verfassungsrechte eines Volkes, sind völlig aufgehoben im Reiche der heutigen Diktatoren Bulgariens. Die persönliche „Freiheit“ ist derartig, daß jeder Gegner des Regimes, jedes Mitglied der Oppositionsparteien sich fragen muß, ob er noch am nächsten Morgen am Leben sein wird. Von der Pressefreiheit ist gar keine Rede. Die zwei Organe der breiten Volksschichten, die in Sofia eine Zeitlang erschienen sind, wurden nicht nur einer strengen Vorzensur unterzogen, sondern sind jeden Tag nach der Zensur durch die Organe „zur Aufrechterhaltung der Staatssicherheit“ konfisziert oder ihre Kolportage verhindert worden. (Das Erscheinen dieser Zeitung ist schon von der Regierung Zankoff verboten. Anm. d. Red.) Ihre Redakteure wurden gesetzwidrig eingekerkert oder interniert.

Von der Versammlungsfreiheit unter dem Zankoff-Regime ist keine Spur zu finden. Seit einhalb Jahren ist den Bauern und Arbeitern, den Anhängern der Bauernpartei und den Kommunisten jede Versammlung verboten worden. Von der Freiheit der Verbände und Parteigruppierungen ist auch keine Rede. Die Kommunistische Partei ist außer Gesetz. Die gegründete Unabhängige Arbeiterpartei ist verboten worden. Sogar die Gründung der rein gewerkschaftlichen Arbeiterorganisationen wird verhindert.

Um unsere obigen Behauptungen zu beweisen, wollen wir nicht Zitate aus den kommunistischen oder bauernbündlerischen Zeitungen nehmen, sondern aus der Zeitung „Narod“, die das Zentralorgan der reformistischen Sozialisten ist, deren Anhänger nach dem 9. Juni 1923 an der heutigen Regierung des Herrn Zankoff teilgenommen haben und die den schärfsten Kampf gegen die Kommunisten und Bauernbündler führen.

Der „Narod“ vom 5. Februar 1925 führt aus: „Unser Land steht heute unter dem Kommando der Generäle des „Demokratischen Sgowor“ und geht diejenigen Wege, die ausschließlich den Interessen der Spekulanten und Bankiers dienen.“ Gib

es noch jemanden, dem der Charakter und die Methoden der heutigen Regierung nicht klar genug wären, der die Gleichgültigkeit der Regierung des 9. Juni gegenüber den Volksinteressen nicht einsehen könnte? Im Namen der schönen Phrasen „Ordnung und Gesetzlichkeit“ werden Terror und Gewaltakte verübt und das Volksgewissen gefoltert.“

So spricht die Zeitung, die von der Regierung noch nicht als verdächtig und volksfeindlich bezeichnet wird. Und wirklich, niemals in der Geschichte Bulgariens haben sich die Spekulanten und die Bankbesitzer in ihren Umtrieben und Geschäften so frei gefühlt wie heute. Niemals und unter keiner der früheren Regierungen konnten die Abgeordneten ihre Stellungen so mißbrauchen und ausnützen, um Millionen aus dem Schweiß des verhungerten Volkes zu gewinnen, wie heute unter der „demokratischen“ Regierung Zankoff.

Die Gefängnisse sind überfüllt mit Jugendlichen und Alten, Männern und Frauen. Ihre Zahl beläuft sich gegenwärtig auf 1000. Verhaftet wurden Mittelschüler und andere Jugendliche in Warna, von denen der jugendliche Daveroff „durch seine Genossen vergiftet wurde“, in Schumen, wo die Jugendlichen durchgeprügelt wurden, in Plewen, Samokoff, Stara-Zagora, Sofia und Plowdiw, und wer könnte noch die Städte des „glücklichen“ Bulgariens aufzählen, wo Jugendliche den inquisitorischen Torturen unterworfen wurden.

Ist es überhaupt möglich, von Gerechtigkeit eines Regimes zu sprechen, in welchem 16.000 Männer, Frauen und Jugendliche ohne Untersuchung, ohne Gerichtsurteil ermordet wurden, wo verhaftete gewesene Minister, Abgeordnete, Rechtsanwälte, Ärzte, Ingenieure, Lehrer, Arbeiter und Bauern von den offiziellen und unoffiziellen Agenten der Regierung getötet wurden, wofür Intellektuelle in Gorna Djumaja am öffentlichen Markte ohne Gerichtsurteil aufgehängt wurden? Wir wollen übrigens diese alten und der Öffentlichkeit bekannten Tatsachen übergehen, um einige von neuestem Datum anzuführen:

Im September vorigen Jahres wurden einige Hundert mazedonische Revolutionäre und Publizisten im Kreise Petric, in Sofia und Plowdiw ermordet. Die Mörder sind wohlbekannt. Ihre Namen, die auch der Regierung völlig bekannt sind, kann ich jederzeit öffentlich nennen. Die Frage ist aber: Was hat die ehrliche Regierung des Herrn Zankoff und seine Gerechtigkeit getan, um diese Massenmorde zu verhindern und die Schuldigen zu bestrafen?

In Samokoff wurde auf offener Straße der gewesene kommunistische Bürgermeister der kleinen Stadt Daschin ermordet. Der Mörder ist aus dem Gefängnisse spurlos „verschwunden“, weil er — aus Regierungskreisen stammte.

In Burgas verteidigte der Rechtsanwalt Dr. Ivan Pateff, seine menschliche und berufsmäßige Pflicht erfüllend, den kommunistischen Abgeordneten Dr. Maximoff, der wegen Teilnahme an dem Aufstande im September 1923 angeklagt war. Das Gericht sprach den Angeklagten frei. Wegen seiner Haltung — er hat als Rechtsanwalt einen Kommunisten verteidigt — wurde in die Wohnung Pateffs eine Bombe geworfen. An der Fassade des Hauses fand man die Aufschrift: „Tod dem Verräter Pateff!“ („Radikal“ vom 13. Februar 1925.) Bemerken wir noch dabei, daß Pateff Mitglied einer bürgerlichen Partei, der Radikalen, ist.

Die Attentäter wurden nicht entdeckt, weil sie — aus Regierungskreisen stammen.

In Plewen wurden bekannte langjährige Rechtsanwälte nach der Verteidigung in einem Prozeß verhaftet. Die Schuldigen, Regierungsbeamte, sind nicht bestraft.

In Lom wurden die Rechtsanwälte Dr. Dügmedschieff, Dr. M. Meworach, Dr. Atanasoff und Dr. P. Kojtschew, Verteidiger in einem Prozeß auf Grund des Gesetzes zum Schutze des Staates, bei ihrer Abreise nach Sofia von bewaffneten Leuten überfallen und mißhandelt. Dabei war der Polizeidetektiv anwesend, der während des ganzen Aufenthaltes der Rechtsanwälte in Lom sie ständig verfolgte.

Die Täter sind auch diesmal, selbstverständlich, nicht auffindig gemacht worden, weil sie — Regierungsbeamte sind.

Am 11. Februar hat ein Polizeidetektiv aus einem Geschäft in Sofia am hellen Tage den Beamten einer Versicherungsgesellschaft und Mitglied des Ausschusses der Ortsorganisation der ehemaligen kommunistischen Partei, Waltscho Ivanoff, der, von Beruf Lehrer, der Arbeitersache treu ergeben war, verhaftet und in unbekannt Richtung entführt. Am Abend hat ihn seine Frau in der Wachstube gesucht, wo man ihr aber erklärte, er sei dort nicht gewesen. Am selben Abend wurde W. Ivanoff, nachdem man ihn erwürgt hatte, in einem Auto entführt und seine Leiche auf eine Straße in Sofia geworfen. Die Blätter der Bauernbündler, der Kommunisten, der reformistischen Sozialisten, der Radikalen und der Demokraten sowie auch die gewöhnliche Informationspresse waren über das Verbrechen tief erschüttert und äußerten ihre Entrüstung.

„Heute leben wir — schreibt das parteilose Informationsblatt „Ek“ am 13. Februar d. J. — im 15. Jahrhundert, in der Epoche der Borgias. Man schläft ein und weiß nicht, ob man am anderen Morgen noch am Leben ist. Sofia, die Hauptstadt des bulgarischen Königtums, hat einen Rekord in politischen Morden erreicht. Der Selbsterhaltungstrieb muß die bewußten Bürger veranlassen, sich gegen diese ungeheuren Verbrechen aufzulehnen.“

Zur Charakterisierung der „ehrlichen Verwaltung und Justiz“ des Herrn Zankoff nehmen wir das Blatt „Narod“ (12. Februar d. J.) zum Zeugen: „Alle politischen Kreise — manche weniger, manche mehr — geben es zu, daß es bei uns in Bulgarien etwas Morsches gibt... Brauchen wir die unmenschlichen Qualen erwähnen, denen schuldlose Bürger in den Wachstuben Pirdops unterzogen wurden, oder müssen wir den Mord im Dorfe Golemo Kojnare (Bezirk Philipoppel) verschweigen, wo die Mörder die Polizeiuniform tragen? Nicht zehn oder zwanzig — nach Hunderten sind die Handlungen zu zählen, die die heutige Regierung als volksfeindliches Gewaltregime charakterisieren.“

Ja, viel zu viel sind die Tatsachen, die von großem Unglück sprechen, das Bulgarien heute ertragen muß. Die Epoche der Kardschalis und der Darebejs, die Epoche der türkischen schwarzen Willkür, herrscht wieder in Bulgarien. Das bulgarische Volk stöhnt unter der schwärzesten Tyrannei. Im letzten Monate sind vierzig Morde in einem von viereinhalb Millionen Menschen bewohnten Lande verübt worden! Wo in der Welt kann eine Regierung am Ruder bleiben, die nicht will oder nicht imstande ist, das Leben der Bürger zu sichern?

Wir werden nur noch den Mord von zwei Abgeordneten erwähnen. Der eine gehört der Regierungspartei, der andere der kommunistischen Parlamentsgruppe an. Ermordet wurde N. Mileff, Journalist und Abgeordneter des „Demokratischeski Sgowor“. Die ganze Regierungspresse sowie die bürgerliche Oppositionspresse haben den frühen Tod Mileffs beweint; die Arbeiterpresse hat diesen Mord nicht gebilligt, obgleich Mileff einer der eifrigsten Anhänger der Gewaltmethode gegen die Arbeiter und Bauern war.

Die neue Regierung aber, mit den bis jetzt erzielten Resultaten ihrer blutigen Regierungsmethode nicht zufrieden, hat die Ermordung ihres treuen Mitarbeiters zwecks Verschärfung des barbarischen Regimes ausgenützt. Nicht zufrieden, daß sie den Volkstribun T. Strascimiroff ermordete, nicht zufrieden, daß sie die Frau des Architekten Gitschew im Gefängnisse „Selbstmord“ begehen ließ, nicht zufrieden, daß sie neue „Konspirationen“ entdeckte, als deren Opfer viele Volksfreunde fallen werden, beschließt die Regierung, als das Blut Mileffs noch nicht ausgetrocknet war, eine Verschärfung des Ausnahmegesetzes gegen die Kommunisten und die Agrarier im Parlamente einzureichen.

Einige Worte über die Ermordung Strascimiroffs. Wessen Werk sie ist, darüber gibt es nicht zwei Meinungen. Wenn in Bulgarien die Presse die Schuldigen an dieser Ermordung nicht offen zeigen kann, so werden wir hier im Auslande sie zeigen. Sie ist ein Werk der terroristischen Regierung.

zentrale, die ihren Sitz im Hotel „Panach“ (in Sofia) hat. Warum hat man T. Strascimiroff ermordet? Weil er ein aufrichtiger und ehrlicher Kämpfer für die Rechte der arbeitenden Massen war und die Regierungsdiktatur kühn entlarvte.

Strascimiroff war es, der in der Narodno Sobranje eine Interpellation über die Metzereien in Gorna Djumaja einbrachte. Die Antwort auf diese Interpellation, die Strascimiroff das Leben gekostet hat, gab das Organ der „autonomistischen“ mazedonischen Organisation — Wärowisten — die bekanntlich Partisane der faschistischen Diktatur Zankoffs sind. Er war es, der die Anfrage über die Internierung der Redakteure der „Naschi Dni“ machte. Er war es noch, der die Interpellation über die bestialische und typische Ermordung des Arbeiterführers W. Ivanoff aufzeichnete. Das konnte ihm die Terrorregierung des Herrn Zankoff nicht verzeihen. Er sollte ermordet werden, wie die Abgeordneten Petkoff und Dimoff ermordet wurden. Die Ermordung Mileffs gab nur den Anlaß zur Beschleunigung des Beschlusses des Exekutivkomitees der faschistischen Regierungsbanden. Schon als die Antwort auf seine Interpellation über die Massenmorde in Gorna Djumaja in dem Organ der zankowistisch orientierten mazedonischen „autonomistischen“ Organisation „Freiheit oder Tod“ erschienen ist, sagten wir uns: Strascimiroff ist an der Reihe! Und er wurde ermordet!

Neue, noch schwärzere Tage stehen dem bulgarischen Volke bevor. Ein neues Blutbad wird vorbereitet.

(Schluß folgt.)

D. Vlakhoff.

Die Slowenen und die imperialistische Balkanpolitik Italiens

Die Slowenen waren angesichts ihrer geographischen Lage von jeher dem Vordringen des deutschen und italienischen Imperialismus auf dem Balkan ausgesetzt. Die Friedensverträge teilten die österreichischen Küstengebiete, welche neben 350.000 Italienern von 400.000 Slowenen und 150.000 Kroaten bewohnt sind, Italien zu. Dieses Land, Venezia Giulia genannt, ist an sich von keiner größeren Bedeutung als Industrie- oder Agrargebiet — abgesehen vielleicht von Idria — mit ihrer Quecksilberproduktion; es bekommt aber ungeheure Wichtigkeit wegen seiner Lage als nächstes Hinterland der beiden modern eingerichteten Hafenstädte Triest und Fiume. Triest als Import- und Exporthafen des gesamten Gebietes des gewesenen Österreichs und — besonders nach der Konstruierung der Transalpinischen Eisenbahn — auch anderer Länder (Bayern), durch seine ausgezeichneten Verbindungen mit dem nahen Osten, wurde seiner Wichtigkeit und seinem Verkehr nach zum drittgrößten Hafen Europas. Fiume entwickelte sich an seiner Seite als Hilfhafen, vor allem für den Export der Agrarprodukte Ungarns.

Indem sie in ihren Händen beide Hafenstädte hatte, konnte sich die österreichisch-ungarische Monarchie auf wirtschaftlichem Gebiete ziemlich rasch entwickeln, wurde dadurch zu einer immer wichtigeren Konkurrenzkraft auf dem Weltmarkte und begann ihre südwestliche Nachbarin — Italien zu bedrohen.

Neben der wirtschaftlichen hatten die beiden Städte mit ihrem Hinterlande in den Händen Österreichs auch eine große politische und eine ungeheure strategische Bedeutung. Vor allem der Besitz dieser Gebiete war es, der Österreich seine Vorherrschaft auf dem Balkan ermöglichte, indem dadurch Italien der Weg versperrt wurde. Der Kampf dieses letzteren um Durazzo und Valona war erfolglos, solange Österreich-Ungarn diese Gebiete besaß, mit deren wirtschaftlicher, politischer und militärisch-strategischer Kraft Italien zu jeder Zeit rechnen mußte. Aus diesem Grunde war die gesamte italienische Außenpolitik der letzten fünfzehn, zwanzig Jahre vor dem Kriege gerade dahin gerichtet, um den Einfluß Österreichs auf dem Meere zu vernichten. Die Mittel, die Italien in diesen Bestrebungen gebrauchte, waren verschieden. Die Vereinbarungen und „freund-

schaftlichen“ Beziehungen zu Österreich haben es dabei nicht im geringsten gestört.

Der Weltkrieg fand Italien fast unvorbereitet, unentschlossen. Es war sich dessen bewußt, daß der Sieg Englands und Frankreichs die Befestigung ihrer Positionen am Mittelmeer bedeuten würde; auf der anderen Seite aber der Sieg Deutschlands und Österreichs die Befestigung ihres Einflusses auf den Balkan. Weder von der einen noch von der anderen Seite hatte es also etwas Gutes zu erwarten. Die neutralistische Politik Giolittis hatte eben das Ziel, Italien aus dieser unangenehmen Lage zu retten und dabei hie und da noch kleinere Vorteile zu erzielen. Der Londoner Vertrag, abgeschlossen im Jahre 1915 zwischen England, Rußland und Italien, bedeutete eben einen solchen Vorteil, und Italien trat in den Krieg auf der Seite der Entente ein.

Damals fiel die Entscheidung für unsere Gebiete. Triest mit dem Hinterlande bis Tarvis, Loitsch und ganz Istrien (daneben noch ein Teil Dalmatiens mit Zara, Sebenico und Südtirol) wurden Italien zugewiesen und nach dem Zusammenbruch von 1918 hat Italien diese Gebiete auch besetzt.

Jedoch im Jahre 1915 konnte man noch nicht die totale Zersetzung der alten Monarchie voraussehen und Italien handelte es sich damals nur um ihre Schwächung, um die Vernichtung ihrer Position an der Adria und am Balkan. Durch die Okkupation Triests würde das durchaus erzielt werden, da der weitere Besitz Fiumes der alten Monarchie nicht von großem Nutzen für ihre Rehabilitierung sein würde. Fiume würde zwar dem geschwächten Staate seinen alltäglichen Verkehrsbedürfnissen entsprechen, Österreich könnte aber angesichts der Isolierung am Meere nicht wieder auf die Neugewinnung seines wirtschaftlich-politischen und militärischen Prestiges denken und Italien neuerdings gefährlich werden. Nun wurde aber Österreich-Ungarn durch den Zusammenbruch im Jahre 1918 nicht nur geschwächt, sondern es zerfiel in die sogenannten „nationalen“ Kleinstaaten.

Durch die Entstehung Jugoslawiens war die Konstellation an der Adria auf einmal verändert. Der Londoner Pakt blieb zwar gültig und Italien besetzte auch die betreffenden Gebiete. Es entstand aber eine neue Gefahr, die Gefahr, daß sich durch das Protektorat Frankreichs dieser neue Kleinstaat in eine Macht entwickeln würde, die imstande wäre, den Nachlaß der alten Monarchie zu übernehmen. Auf dem Adriatischen Meere und auf dem Balkan würde dadurch der Einfluß Frankreichs die Vorherrschaft erhalten, und alle Vorteile Italiens würden somit auf ein allmählich absterbendes Triest, auf die Isonzoruinen und auf die passiven Karst- und Istriengebiete reduziert werden. Fiume würde sich in den Händen Jugoslawiens in einer absehbaren Zeit auf das frühere Niveau Triests emporheben und seine frühere Position und Wichtigkeit erhalten.

Nach einer kurzen Disorientierungsfrist stürzte sich nun Italien in einen neuen Kampf — um Fiume. Die Okkupation dieser Stadt durch D'Annunzio, die die Inkarnation der romantisch-idealistischen, ein wenig revolutionären und sozialistisch gefärbten, nationalistischen Ideen des großen Dichters bedeuten sollte, ist somit zu einer demonstrativen Aktion des italienischen Imperialismus gegen den französischen geworden, ein Versuch durch eine avanturistische Geste Frankreich abzuschrecken und es zu Konzessionen zu bewegen.

Nachdem auch dieser Versuch — zum großen Bedauern D'Annunzios — vereitelt war, begann Italien an andere Mittel zu denken, durch welche es sein Ziel erlangen könnte, und das — natürlich — ohne Rücksicht auf den mit Jugoslawien geschlossenen Rapallo-Vertrag. Es klopfte an die Pforten der jugoslawischen Innenpolitik. Zum Opfer dieser Politik wurden somit diejenigen revolutionären Bewegungen in Jugoslawien, die in der Illusion lebten, daß sie in ihrem Befreiungskampfe eine uneigennützig Unterstützung der ausländischen imperialistischen Mächte erzielen werden, und zwar zunächst die montenegrinische, albanische, mazedonische und endlich auch die kroatische Bewegung.

Während Italien durch die Unterstützung dieser Bewegungen einen gewissen Druck auf die serbischen Machthaber im Fiumeproblem auszuüben suchte, intrigierte es zur selben Zeit bei den letzteren gegen den französischen Imperialismus, suchte sie von diesem loszulösen, indem es ihnen seinerseits die Unterstützung in der Frage von Skutari und Saloniki versprach.

Somit ist es zum Vertrag von Rom zwischen Mussolini und Pašić gekommen, Italien erhielt Fiume, Jugoslawien Versprechungen, die Mazedonier, Kroaten, Albaner und Montenegriner aber — einen Fußtritt.

Die weiteren Ereignisse — die Revolution in Albanien (unter Führung Fan Nollis) — zeigten zwar, daß beide Staaten gewissermaßen die Rechnung ohne den Wirt machten, indem Frankreich die Verwirklichung der Albanien betreffenden Punkte aus dem Pakt von Rom vereitelte; die Frage wurde jedoch nicht gelöst. Sie wurde im Gegenteil noch komplizierter, da hier schon die Interessen eines dritten Faktors, Amerikas, aufgetreten sind, und zwar die Interessen des Petroleumtrusts Sinclairs, welcher mit Italien gewisse Vereinbarungen bezüglich der Petroleumzone in Südalbanien geschlossen hat und welcher auf der Konferenz von Rom eine ziemlich große Rolle spielte. Der unlängst erfolgte reaktionäre Aufstand Achmed Beg Zogus ist ein neuer Beweis dafür, daß Italien seine imperialistischen Bestrebungen auf dem Balkan auch weiterhin durch verschiedenartige Intrigen auf Kosten der Balkanvölker zu erzielen sucht.

Auf diese Weise ist also das nationale Problem des slowenischen Volkes in bezug auf den italienischen Imperialismus mit dem gesamten Balkanproblem eng verbunden. Die von den Slowenen bewohnten Gebiete der Venezia Giulia bildeten seine erste Etappe auf dem Vordringen nach dem Balkan und die nationale Unterdrückungspolitik der italienischen Machthaber

ihnen gegenüber ist ein logisches Resultat ihrer imperialistischen Bestrebungen. Diejenigen, die noch Illusionen auf irgendwelche freiwilligen Konzessionen seitens der italienischen imperialistischen Regierung hegen und propagieren, werden somit zu ihren bewußten oder unbewußten Helfershelfern.

Die slowenischen Arbeiter- und Bauernmassen in diesem Gebiete den schrecklichsten Elend überlassen und aller nationalen Rechte seitens der offiziellen Regierungen beraubt, terrorisiert durch Mord und Brand der faschistischen Banden, werden einen erfolgreichen Widerstand, befreit aller Illusionen und Vorurteile, skrupellos, nur durch ihren eigenen Kampf leisten können. Sie werden in diesem Kampfe einen treuen Verbündeten in der revolutionären Bewegung der italienischen Arbeiter- und Bauernmassen selbst und in allen revolutionären Bewegungen in den Balkanstaaten finden. Über kleinere und größere Erfolge und Mißerfolge hinweg werden sie das Ziel ihrer vollständigen nationalen und sozialen Befreiung erreichen.

Diese Überzeugung dringt rapid ins Bewußtsein der breiten Massen des slowenischen Arbeitervolkes ein. Vor zwei Jahren war es erst eine kleine Gruppe, die das Problem auf diese Weise stellte, vor einem Jahre waren es schon 25 Prozent der Bevölkerung, heute wird der Prozentsatz schon auf 40 Prozent gerechnet und es wird gewiß nicht lange dauern, bis die überwiegende Mehrheit des Volkes in die große revolutionäre Armee einschreitet wird. Die revolutionären Arbeiter-, Bauern- und nationalen Bewegungen auf dem Balkan, die revolutionäre Arbeiter- und Bauernbewegung in Italien selbst, werden auch ihrerseits in unserer Bewegung einen zwar bescheidenen, nichtsdestoweniger aber treuen und kühnen Verbündeten haben.

VI. Martelanc

Slovinci in italijanski imperializem na Balkanu

Slovinci so bili spričo svojega zemljepisnega položaja že od nekdanj izpostavljeni navalu nemškega in italijanskega imperializma na Balkan. „Mirovne pogodbe“ so dodelile avstrijske primorske pokrajine na katerih prebiva poleg 350.000 Italijanov — 400.000 Slovencev in 150.000 Hrvatov, Italiji. To ozemlje, ki se danes imenuje Julijska Benečija, je samo po sebi brez večje važnosti kot industrialno ali agrarno torišče, ako izvažamo mogoče Idrijo z njeno produkcijo živega srebra; zadobiva pa ogromen pomen vsled svoje lege kot bližnje zaledje moderno urejenih pristanišč Trsta in Reke. Trst, kot izvozna in uvozna luka skoro celotnega ozemlja bivše Avstrije in — posebno po zgraditvi tranzalpinskih železnice — tudi drugih dežel (Bavarska) s svojimi izvrstnimi prometnimi zvezami z bližnjim Orientom, je postal po svoji važnosti in po svojem prometu — tretja luka Evrope. Reka se je razvila ob njegovi strani kot pomožna luka predvsem za izvoz poljedelskih pridelkov Ogrske.

Imajoč v svojih rokah obe pristanišči se je bivša A. O. monarhija mogla na gospodarskem polju precej razvijati, postajala je vedno važnejša konkurenčna sila na svetovnem trgu ter pričela ogrožati predvsem svojo sosedo na jugozapadu — Italijo.

Poleg gospodarskega, sta imeli obe mesti s svojim zaledjem tudi velik političen in ogromen strateški pomen. Predvsem posest teh pokrajin je omogočala Avstriji njeno gospodstvo na Balkanu, s tem, da je zapirala pot Italiji. Borba te poslednje za Drač in Valono je bila prezuspešna, dokler je posedovala A. O. te pokrajine, s čijih gospodarsko politično in vojaško-strateško silo je bila prisiljena Italija v vsakem trenutku računati. Vsled tega je bila celokupna italijanska zunanja politika zadnjih 15, 20 let pred vojno ravno usmerjena v to, da uniči upliv Avstrije na morju. Sredstva, ki se jih je Italija v teh stremljenjih posluževala, so bila najrazličnejša in pogodbe ter „prijateljski“ odnošaji z Avstrijo je niso pri tem niti najmanje ovirali.

Svetovna vojna je našla Italijo skoro nepripravljeno in neodločno. Vedela je, da bi pomenjala zmaga Anglije in Francije ojačanje njunih pozicij na Sredozemskem morju; na drugi strani bi pomenjala zmaga Nemčije in Avstrije ojačanje njunega upliva na Balkanu. Ne z ene, ne z druge strani se ji ni torej obetalo ničesar dobrega. Nevtralistična politika Giolittijeva je šla ravno za tem, da reši Italijo s čim manj žrtvami iz te situacije ter da skuša tu pa tam izvleči celo kako malo pridobitev. Londonska pogodba, sklenjena l. 1915, med Anglijo, Rusijo in Italijo je ravno

pomenjala tako pridobitev in Italija je vstopila v vojno na strani Entente.

Tedaj je padla tudi oločitev, za naše pokrajine. Trst z zaledjem do Trbiža, Logatca in z Istro (poleg tega še del Dalmacije z Zadrom in Sibenikom in Južna Tirolska) je bil priznan Italiji in po polomu l. 1918, je Italija te kraje tudi zasedla.

Toda l. 1915, se še ni moglo predvidevati totalnega razpada Avstrije in Italiji je tedaj slo le za njeno oslabeitev, za uničenje njene pozicije na Jadranu in na Balkanu. Z zasedbo Trsta bi bilo to popolnoma doseženo, kajti nadaljna posest Reke ne bi bila stari monarhiji velike koristi v njeno rehabilitacijo. Reka bi pač služila oslabljeni državi njenim vsako dnevnim potrebam, Avstrija pa ne bi mogla spričo izolacije na morju več misliti na zopetno pridobitev svojega gospodarsko-političnega in vojaškega prestiža ter postati tako Italiji ponovno nevarna. No, A. O. ni bila z zlomom l. 1918 le oslabljena temec je razpadla na tzv. „nacionalne“ države.

Z nastankom Jugoslavije je bila konstelacija na Jadranu naenkrat sprememljena. Londonska pogodba je ostala v veljavi in Italija je tudi zasedla dotična ozemlja. Toda nastala je tu nova nevarnost, da se ne razvije ta nova država pod protektoratom Francije v silo, ki bi bila v stanu prevzeti dedščino stare monarhije. Na Jadranskem morju in na Balkanu bi tako zavladal upliv Francije in vse pridobitve Italije bi se reducirale na polagoma umirajoči Trst, na soške ruševine in na pasivna kraška in istrska ozemlja. Reka bi se v rokah Jugoslavije dvignila v doglednem času na prejšnji nivo Trsta in bi zavzela njegovo prejšnjo pozicijo in važnost.

Po malem odmoru in dizorientaciji se je Italija pognala v novo borbo — za Reko. Zasedba mesta po D'Annunziju ki naj bi pomenjala inkarnacijo romantično-idealističnih, nekoliko revolucionarno in socialistično pobarvanih nacionalističnih idej velikega pesnika, se je tako izpremenila v demonstrativno akcijo italijanskega imperializma proti francoskemu, v poskus, z avanturistično gesto uplašiti Francijo in jo prisiliti h koncesijam.

Ko se je — na veliko žalost D'Annunzijevo — ta poskus po nesreči začela Italija misliti na druga sredstva, s katerimi bi mogla doseči svoj cilj in to — naravno — neglede na rapalsko pogodbo, sklenjeno z Jugoslavijo. Potrkala je na vrata jugoslovanske notranje politike. Zrtev te nove politike so postali tako oni revolucionarni pokreti v Jugoslaviji, ki so živeli v iluziji, da jim bodo v njihovi osvobodilni borbi nesebično pomagale tuje imperialistične države in sicer črnogorski, albanski, makedonski in končno celo hrvatski. Medtem ko je Italija, podpirajoč te pokrete, skušala napraviti gotov pritisk na srbske vlastodržce v reškem

vprašanju je istočasno intrigirala pri poslednjih proti francoskemu imperializmu, skušala jih je odtegniti od njegovega upliva s tem, da jim je obljubljala s svoje strani podporo v vprašanju Skadra in Soluna. Tako je prišlo do rimske pogodbe med Pašičem in Mussolinijem: Italija je dobila Reko, Jugoslavija obljube, Makedonci, Albanci, Hrvati in Črnogorci pa — brco.

Nadaljni dogodki — revolucija v Albaniji (pod vodstvom Fan Noli) — so sicer pokazali, da sta obe državi delali kolikortoliko račun brez krčmarja, kajti Francija je preprečila uresničenje točk v rimskem paktu, trčočih se, Albanije; vprašanje pa ni bilo še rešeno. Stvar je postala celo kompliciranejša, v kolikor so se pojavili, tu interesi tretjega faktorja, Amerike, in sicer interesi Sinclairjeve petrolejske družbe, katera je imela z Italijo gotove pogodbe, tičoč se petrolejskih zon v južni Albaniji in katera je igrala tudi precejšnjo ulogo na rimski konferenci.

Nedavna reakcionarna ustaja Ahmeda Zogu nam nudi nov dokaz za to, da skuša Italija doseči svoja imperialistična stremiljenja tudi v nadalje z najrazličnejšimi intrigami na račun balkanskih narodov.

Na ta način je torej nacionalni problem slovenskega ljudstva z ozirom na italijanski imperializem ozko navezan na celoklni balkanski problem. Slovenski predeli Julijske Benečije so tvorili prvo etapo pri prodiranju na Balkan in nacionalna za-

tiralna politika italijanskih vladodržcev je le logični rezultat njihovih imperialističnih stremiljenj. Oni, ki še imajo ali razširjajo iluzije v kateresibodi prostovoljne koncesije s strani italijanskih imperialističnih vlad, postajajo le njihovi zavedni ali nezavedni pomagači.

Slovenske delavske in kmetske mase teh pokrajin prepuščene najstrašnejši bedi, oropane vseh nacionalnih pravic s strani oficialnih vlad, terorizirane po umorstvih in požigih fašističnih band, bodo zamogle voditi uspešno obrambo le z odločno borbo, ako se ostresejo vseh iluzij in predsodkov, neskrupulozno. Vtej borbi bodo našle zvestega zaveznika v revolucionarnem pokretu italijanskih delavskih in kmetijskih mas samih in v vseh revolucionarnih pokretih v balkanskih državah. Preko manjših in večjih uspehov in porazov bodo dosegle svoj cilj popolne nacionalne in socialne osvoboditve.

To prepričanje pronica rapidno v zavest slovenskega delovnega ljudstva. Pred dvema leti je bila šele mala skupina, ki je postavila problem na ta način; pred enim letom je bilo že 25% prebivalstva; danes se računa že 40% in ne bo dolgo trajalo ko bo vkorarala ogromna večina ljudstva v veliko revolucionarno armado. Revolucionarno delavsko-kmetjsko gibanje na Balkanu in v Italiji sami bo našli v našem pokretu sicer skromnega, ali nič manje zvestega in drznega zaveznika.

VI. Martelanc

Nji kunor lulesh mbi vorr të Luigj Gurakuqit

Të kish jetue Gurakuqi në Romen e motshme, kunora larit, jehona gëzimit, valle, kangë e lule kishin rrethue porsonin e tij si prisë e burrë i Atdheut, — të kish jetue aty ku mbretnon sot demokracia e vertetë ky burrë i Shtetit kish pasë nderime prej parsis, dashtni prej vogjëlis, bindje prej gjith popullit; — po në Shqypni? Tre pluma pershkojn zëmren e tij bujare, gjaku i sheguruem Atdheut derdhet në tokë të huej, goja arit prej të cilles duel sà herë idea shpetimtare ha dhën e mergimit, burri i Shtetit, në ma të miren kohë të burrnis bjë theror per tokë!...

Kjån sot nana e tij, kjån tuj mendue dashtnin qi molli në zëmer të birit per popul e Atdhë: tjetër shperblim prite mëma e shkretë prej Shqyptarvet; kjån sot familia e tij, kjån dashamirt e tij, pse bierrin prisin e tyne; kjån sot Shkodra e Malcinat bujare pse bjerrin mà bujarin prej tyne; rreth vorrit të tij kjån tanë populli shqyptarë pse me Gurakuqin bori luftarin mà t'afte kundra atyne fuqive t'errta qi me ndimë të Serbis donë m'e bà Shqyptnin koloni të huejsh, shqyptarët sklav t'interesit t'anniqvet.

Jo, populli shqyptar nuk harron se Gurakuqi kje aj qi u gjindte prane flamorit kuq e zi kuer valoj per të paren herë në token shqyptare; populli shqyptar s'harron zotësin e Gurakuqit sà herë kje zyrtar i naltë i Shqyptnis; nuk harron naltësin e thieshtësin e karakterit të tij, qi e la materialisht gjithmonë të vorfen si ma të vorfnit e popullit qi sherbete; nuk harron at burrn guzimtare qi i hoqi masken sà herë atyne trathëtorvet qi Shqyptnin e popullin doshin me ja shitë të hujvet; populli nuk harron se lirin prej zgjedhes së feudalvet e fitoj me shpaten e gojes së Gurakuqit.

Populli s'mund t'i harroj këta e s'mund të harrojë edhe vrasesis e tij. Ajo tubë hajdutësh me në krye Ahmed Zogollin, qi me vrasje të Gurakuqit kapi kulmin e veprimevet të tyne kriminelte, rrëhet, tuj mendue se idea do të mbytet tuj vrà nji ka nji shqyptarët mà të mirë; Pashiqi, qi kujton se zaptoj Shqyptnin tuj vùe aty agentin e tij, qi si kukull shkon mbas dishirit të Serbis per dam të Shqyptnis, rrëhet, tuj mendue se tiranija e Zogollit mund t'a báj popullin shqyptarë raja e Serbis; do perfaqësues të fuqivet të mëdhà, tuj bëzà para kriminelvet qi ditën per diell fregatisin në Tiranë sheshasit vrasjet ndaj ato qi janë ndera e Shqyptnis do të mbysin me indiferencen e tyne bindjen e stimen qi populli shqyptarë ka pasë per moralin e tyne; këto fuqi të mëdhà në kjoft se donë nji Shqyptni të lir, qi të jenë qandra e punes, e ligjit e pagjes në Balkan, lypset të perkrahin ato qi me zotësi, me karakter e me fuqi morale të tyne mund të krijojn nji Shqyptni të tillë, e jo do hajdut qi tuj vrà, tuj prë, tuj grabitë do t'i vënë ziermin Shqyptnis e Balkanit, të cillin ndo'j erë e rrebt mund t'a perhapin edhe tjetër kund.

Këto fuqi të mëdhà në kjoft se donë pagjen, në kjoft se donë popullin shqyptarë, lypset të kenë pak mà dhimë e dashtëni me ket popull liridashës, pse per ndryshje disprimi do të kapin kulmin kuer populli të bindet se jeta e tij s'a tjetër

veçse teshë tregtije, se vëndi i tij s'a tjetër veçse lama ku jeta e gjaku i Shqyptarit, do të vëhen në sherbim per të çue në vënd interesat tregtare të hujvet.

E prà ky dyshim e kà kapë sot popullin shqyptarë e me të drejtë: pse, a kà kund korrespondent gazete a perfaqësues të hujin qi nuk e din se ditën per diell e çitas Serbia me ndimë të do agentavet shqyptarë bani invasion në Shqyptni? Jo, të gjith e din, por kurrkush s'ban zà!

Popuj me kulturë mondiale, demokratina me tradicione shekullore, bëzajnë para metodevet barbare të Serbis, — bëzajnë, e moralin shtetnuer e shkelë interesa tregtare!

Bëzanë Lidhja e Kombevet, e gjithnji rrëhet se mpron interesat e shtetevet të pa-fuqi, kuër kjo Lidhje i vën vülen zyrtare pa-drejtisnavet qi bàhen në shpin të popujvet të vogjel.

A kà kund journalist a perfaqësues të huejin në Tiranë qi nuk e din ku është qandra qi shperdan gjithkah emisarët e sajë per të vrà ato shqyptarë qi tjetër faj s'kan veçse dashtnin per vënd të vet e mprojtjen e popullit prej të hujvet? Jo, të gjith e din se Ahmet Zogolli është vrasesi i tyne, por kjo s'i ndalë t'i rrokon doren nji hajdutit, t'i bajnë vi-ita, të hân në vji sofer me të, mjaft qi prej dores të tij kriminelte qi pak para shkrou deken e Gurakuqit, të marrin nenshkrimin e ndo'j koncesionit tregtije. *Ku është ndera, ku është morali, ku është burrnija në të cillen të kenë besim populli shqyptarë?*

Jo, me vrasjen e Gurakuqit besimi ka ikë prej zemravet të tyne, e po kjë se është gjikue me dekë per t'i lirue rrugen koncesionevet e me jetne si kolonist i ndo'j fuqis së madhe, a si raje e Serbis, populli shqyptar kà me dit me dekë burrnisht per liri të vëndit të tij.

E dim se deka nuk çon kandar në bilancat tregtare, porsë deka e të dispruemvet mund të jetë zjermi qi i prishë krejt këto bilanca!...

Flëj qetë o Gurakuq, flëj qetë o martir i kombit, o prisë ideal i djelmenis, flëj qetë pse, me deken t'uej i hape sytë popullit me pà lirin, i dhë zëmer me pasë besim vetun në fuqi të vet, e me luftue per të marrë gjakun Tye e per të çue në vënd at ideal — Shqyptnin e lir — per të cillin luftove!

Sot larg vëndit t'uej, larg atij dheu qi deshte aq fort, të mbëlton dheu i zi, por miqt e dashamirt rrethojn vorrin t'uej e këto betohen m'e dlir Shqyptnin prej hajdutvet, m'e lirue prej robnis e m'e vùe në rrugë të ligjes e të liris.

Betohen, e dita kà me ardhë kuer kokcat t'ueja kan m'u mbajtë. si relike të liris shqyptare, trup i yt kà me u mbëlue prej atij dheu qi deshte aq fort, por atëherë ky dhë ka me këne i lir: tuba tuba kan me ardhë vajzat e djelmt shqyptarë me puthë vorrin t'uej; mbi vorr t'uej kan m'u betue burrat shqyptarë, e prej vorrit t'uej kà me lé persri fuqija e liris e burrnis shqyptare.

Këto betime janë lulet e kunores mbi vorre të nji martirit, mbi vorr t'uej o burrë shqyptar; kunora e meritue me kà me këne realizimi i këtyne betimevet e statua e liris me fytren t'uej qi do të vënë populli në Pantheonin shqyptarë!

Bari, me 8 Marc 1925.

Hafiz Dibra

Под режима на професорите и генералите

Обществените отношения и политическите борби в България продължават да се движат в кръга на една безпрогледна свирепост. Политическите убийства се нижат едно след друго, напомняйки шествието на некаква злова епидемия, която с една безпощадна закономерност слага ржката си върху отбелезаните жертви. Целата страна е обладана от един кървав психоз, който затваря очите на разума и се развива в една застрашителна прогресия. Умразата, дивашкото озлобление и чувството на мъст сж лайтмотивите на тази кървава симфония.

Никога бжлгарския народ не е изпадал в такъв морален декаданс, в такова садическо остжрвение, каквото царува откакто Бжлгария се управлява от няколко глупави генерали и няколко недорасли професори.

Реакцията на Хорти в Унгария, диктаторството на Мусолини в Италия и на Примо де Ривера в Испания, тиранията на Александр-Пашич-Прибичевич в Югославия, — далеч сж надминати. Режима на злополучния професор Цанков може да се похвали с един ненадминат рекорд на политически убийства, не само в цела Европа, но и в целата история на човечеството. Само в последния месец се наброяват около 40 политически убийства, от които трима депутати, а откакто Бжлгария се управлява „сговорно“, сж избити повече от 16,000 души избиратели. Кржвата на тези невинни жертви — добри бжлгарски синове — би била достатъчна да удави правителството на г. Цанков, заедно с целата му тжй нещастно скжрпена партия.

Сжпжтници на политическите убийства сж конспирацията, която взема все по-сериозни размери, отделните терористични действия и най-послед четнишките акции в страната и в пограничните пунктове.

Целата тжй наречена „легална опозиция“ в Бжлгария, сжставена от демократи, радикали и широки социалисти, осждиха най-строгo тези акции, като сжщевременно гласува против новите допълнения на З. З. З. Изключението направиха само патентованите „отечество-спасители“ — национал-либералите — най-реакционната партия в Бжлгария, за която един закон никога не е достатъчно суров. От името на комунистическата парламентарна група, г. Сакаров направи, сжщо преди няколко дни, декларация, с която се заявява, че бжлгарската компартия стои върху становището на класовата борба, която изключва конспирацията и отделните убийства като оржжие в политическите и икономическите борби на масите.

Ние сжщо мислим, че индивидуалните акции и конспирацията не могат да бждат метода и тактиката на никоя селска, работническа, или пжж революционна политическа партия за свялянето на един реакционен режим. Резултата от подобни акции е по-скоро обратен: засилването на реакцията, сплотяването на заплашената буржуазия и даването на излишни жертви. Такива акции сж добре дошли за правителството на г. Цанков, за да може то да оправдае своя кървав режим пред възмутената обществена сжвест в чужбина, и за да продължи още за малко време своето неуджржимо положение.

Колкото се касае до граничните нападения от рода на последното при с. Годеч, ние мислим, че те и по естество и по вджжновение напомнят — в миниатюр — последната акция на авантюриста Ахмед Зогу в Албания. Тези кокошкарски нападения сж дело на бжлгарски Ахмед Зогувци, които, изглежда, сж готови да се сжюзат дори и с Пашичевата реакция и да приемат едно пансржбско надмощие от Адриатика до Черното море, стига да се доберат до властта в Бжлгария.

Но каква ирония на сждбата! Когато Ахмед Зогу, начело на сржбски войски и платени врангелисти шествуваше към Тирана, правителствената преса в Бжлгария, както и почти всички останали буржуазни вестници, не само че не изказаха възмущението си за тази поржчана и платена акция от крал Александра и Пашича, но дори намериха изрази на нескрито задоволство от победата на белградското орждие. (По него време г. Цанков искаше да се хареса à tout prix в Белград и да докаже, че може да бжде достоен гост на Пашича). Вчера Ахмед Зогу, подпомогнат морално и материално от Пашича и „белата ржка“ отиде да спаси Албания от „болшевишката опасност“; утре сжщата мисия може да бжде възложена от Белград и на бжлгарските Ахмед-Зогувци. Пашич има достоинството поне да бжде последователен, а г. Цанков се клатушка в морето на неизвестността и от време на време издава трагични вопли за помощ.

Едновременно, като осжждаме индивидуалните действия, конспирацията и четнишките нападения от вжн, ние искаме да заявим още нещо, което г. Сакаров, види се, не

е посмел да каже в своята декларация, и което бжлгарския народ трябва да знае.

1. Конспирацията и убийствата на идейни и политически противници се насадиха като система в Бжлгария от македонската организация на Т. Александров, която най-много помогна на г. Цанков да извжрши преврата от 9 юний. Почти всички днешни физически убийци и инспиратори на политически убийства са членове или пжж ученици на тая мафия, която развива своята „освободителна акция“ на Македония от кафенетата и бюрото на обществената безопасност в София, и от тютюневите складове в Неврокопско, Петришко и Горно-Джумайско.

2. Още в пжрвите дни на своето властвувание, правителството на „реда и законността“ екекутира без сжд главните си противници от земеделския сжюз, за които и до сега не е заведен никакъв процес.

3. Забравило се в опиянението на лесната си победа над земеделците, сжзаклятническото правителство на г. Цанков помисли, че е дошло времето да „спаси“ страната и от „комунистическата напас“, та по такъв начин да заслужи благодарността на бжлгарската буржуазия за вечни времена (това идеше на сметката впрочем и на сжуправляющата и сжтговорната партия на широките социалисти). То провокира септемврийските сжбития в 1923 г., които коштуваха живота на по-вече от 16,000 бжлгарски селяни и работници.

4. Заело властта чрез конспирация, пропито от психологията на сжзаклятието това чудовищно правителство, пред очите на представителите на великите сили, си учреди един институт, подобен на средновековната инквизиция, — „малкия конвент“, който свободно и по свое усмотрение издава и изпжлява смжртни присжди над избраните си жертви.

5. Немайки никакъв контакт и морален кредит в народните маси, режима на г. Цанков се крепи изключително върху военната лига, терористическите македонски групи*) и цела армия от детективи и полиция. Никога Бжлгария не е била наводнявана от толкова много детективи, никога не е имало такова изобилие на политически затворници, които гният с години в затворите, чакайки напразно разглеждането на своето дело. Никога най-послед, в Бжлгария не е имало толкова много „предатели“, „родоотстжпници“ и „отечество-спасители“, както в режима на днешната кървава и обезумела реакция.

От казаното до тук, което е само една сбита и далеч неплжлна картина за истинското положение на Бжлгария под режима на професор Цанков, за всеки читател, който иска и може да мисли безпристрастно, ще стане ясно, че причините и единствените отговорности за политическите убийства и конспиративните действия трябва да се тжрсят само у властующата днес реакция в Бжлгария. Нея нема да я спасят обаче и новопрокараните драконовски постановления в закона за защита на джржавата.

Реакцията в Бжлгария не ще може да се заджржи. Под напора на политическата масова борба тя ще се сгромоляса и бжлгарския народ ще може да заживее почестити дни.

Редакцията

Политическото и икономическото положение на Бжлгария

(По повод интервюто на бжлг. пжлномоцтен м-р вжв Виена)

Под това заглавие, „Нойе Фрайе Пресе“ от 22 февруарий т. г. поднася на своите читатели едно интервю с бжлгарския пжлномоцтен министър вжв Виена г. Недков.

Г. представителя на Бжлгария се старее да осветли австрийското обществено мнение по всички вжпроси, които са свържзани с дейността на сегашното бжлгарско правителство, като им дава, обаче, едно такжво осветление, че у неосведомения читател се получава впечатление, че, вжпреки многобройните убийства и атентати в Бжлгария, единствените хора, които могат да изведат страната от хаотичното положение, в което се намира, са сегашните управници.

Г. Недков започва своето интервю като посочва на сведенията за извжршени атентати в Бжлгария и за нахлуване на вжоржжени групи от вжн, които обезпокоявали обществената сжвест в Бжлгария, и в чужбина. Атентатите са станали обикновено явление в бжлгарския поли-

*) Според най-положителни сведения от София, в военното министерство там сж командировани напоследжк нови 30 души македонци-терористи, препоржчани лично от Ив. Михайлов, заместника на Т. Александров. (Б. Р.)

тически и обществен живот. Те безпокоят не само обществената съвест в България, но те всеват ужас и терор всред целия бжлгарски трудов народ.

Всичко това, казва г. пжлн. м-р предизвика еднородния протест на партиите на реда.

Истината е, че както атентатите, така и нахлуването на вжоржжени чети от чужбина — Сърбия, предизвикаха и продължават да предизвикват неудобрието и силните протести и на другите партийни групи, тия именно, които г. бжлгарския пжлномошен министр счита, че са партии на разрушението. Земледелския Сжюз, като партия, която още не е вжн от законите, изказа своя протест; безпартийните комунисти сжщо тжй осждиха убийствата и нападението, като при това те високо протестираха против терора и инквизицията на властта.

След тия бележки г. Недков се опитва да даде осветление вжрху стопанската криза, която Бжлгария преживева. Той говори за обедняването на страната, за сжжпотията, за бежанците и за обезценяването на валютата, които били подготвили почва на демагогията, за да представи Земледелския Сжюз, на чело сжс Стамболийски, като партия, която използвава това положение, за да наложи диктатурата в страната.

Обясненията на г. Недкова са повжрхностни.

След катастрофалната война бжлг. народ не можеше да не се обяви против виновниците на неговото нещастие. Без никаква демагогия, той се обяви срещу тех. Изборите на 17 август 1919 г., за които г. Недков говори, дадох абсолютно болшинство на левите партии: комунисти, социалисти и земледелци.

Сегашните стжлбове на правителствената партия, бившите народняци и прогресисти (Маджаров, Буров и Дянев) бежа, които, успели да влезат в правителството на Стамболийски през ноември 1919 г., внушиха на последния най-реакционни идеи за борба с комунисти и социалисти. На техно внушение се джлжи и провоцирането на железничарската стачка в 1919—20 г., както и всички насилия и атентати, които се извършиха над борящите се за подобрението на своето положение железничари.

Г. бжлг. пжлн. м-р говори и за изборите през м. март 1920 г. Той разправя, че парламентарното болшинство било образувано „по незаконен пжт“.

Наверно г. Недков иска да каже за извършените от властта насилия вжв време на изборите.

Да, верно е, че през м. март 1920 г., вжв време на изборите имаше насилия, обаче те далеч не могат да дадат идея за насилията, които правителството на г. Цанков извърши през м. ноемврий 1923 г., за да си сжздаде болшинство в камарата. В 1920 г. *политическите партии имаха свои вестници, устройваха свои сжбрания, с една реч имаха възможност да водят на широко своята изборна борба. А през ноемврий 1923 г., когато се „избра“ сегашния реакционен парламент, комунистическата и земледелската партии фактически бежа вжн от законите, вестниците им спрени, изборните им сжбрания забранени, изборната агитация запретена и терора над избирателите беше такжв, какжвто Бжлгария не помни от като сжществува като самостоятелна джржава.*

Г. бжлгарския пжлномошен министр говори за „комунистическата опасност“, която била фафоризирана от Стамболийски.

Ето още една неистина. Може би, г. Недков не знае, че, през всичкото време на своето управление, Стамболийски води най-системна кампания против комунистическата партия; че насилията, които се вжршеха над комунистите, особено вжв време изборите през пролетта на 1923 г., далеч надминаваха тия над буржуазните партии; той не знае наведено още, че в тази своя борба против комунистическата партия, Стамболийски беше най-силно подкрепен от печата на буржуазните партии и специално от архиреакционния вестник „Мир“, който сега поддржва най-ревностно фашисткия режим на Цанков.

Може само да се сжжжява, че Стамболийски се подаде на внушенията на спекулантската буржуазия и на разните експлоататорски елементи, нахлули в неговата партия, и поведе борба против комунистическата партия, когато, ако не беше се поддал на тия внушения — *никакжв преврат немаше да има, никаква фашистка диктатура сега в Бжлгария не щеше да бжде възможна.*

Г. Недков говори още, че когато Стамболийски изменил избирателния закон, като премахнал пропорционалната избирателна система, за да си сжздаде послушно болшинство в парламента, „здравите елементи от нацията започнали да реагират на това“.

Наистина премахването на пропорционалната избирателна система по окржжи и установяването на такава по

околии предизвика големо недоволство всред всички партии, освен тая на Стамболийски. Обаче, забравил е г. Недков да обясни на европейското обществено мнение, *че правителството на Цанков по сжщия тоя закон произведе изборите през ноемврий 1923 г. и че тоя реакционен закон още не е изменен от сегашното „демократическо“ правителство.*

Колкото, обаче, г. бжлгарския пжлномошен министр е строг критик на режима на Стамболийски, чийто политически представител той беше в Будапеща и Букурещ, толкова той е нежен кжм режима на 9-юнските диктатори.

Преврата от 9 юний бил „спонтанен акт на стремеза за самосжхранение на един народ, който не искаше да бжде роб на един диктатор;“ „хората от 9 юний искаха да реабилитират демократическия принцип, но те срещнаха най-силно сжпротивление“.

г. Недков обяснява още, че комунисти и крайни земледелци не искали „да се откажат от привилегиите, които им узурпирали“. Той разправя, че тия партии развили една конспиративна и провокаторска дейност, изпраждали чети от чужбина, внасяли оржжие, имали тайни печатници и пр. и че комунистите, след потушаването на вжстанието от септемврий 1923 г., се опитали да вземат в своите ржце македонската революционна организация и предизвикали през септемврий 1924 г. кжрвавия конфликт между двете нейни крила.

И тжй, г. бжлгарския пжлномошен министр намира много естествено и патриотично нощния преврат на една група военни и интеленти буржуазни конспиратори да свалят законната власт на Стамболийски — много пжти незаконна от сегашната власт на Цанкова — и се нахвърля срещу трудовия народ, който се бори против фашистката диктатура на сегашното бжлгарско правителство.

Вжстанието през юний 1923 г. на бжлгарските селени и работници против 9-юнците беше едно законно средство за борба против узурпаторите: селените и работниците зашщцаваха законната власт. Вжстанието на бжлгарските селени и работници през септемврий 1923 год. беше предизвикано от фашисткото правителство с масовото арестуване на членове на комунистическата партия, която беше една легална партия. Правителството на Цанков потопи в кжрви бжлгарския трудов народ: избити бежа в села и градове, в затвори и участжци през септемврий м. г. 16.000 души.

Само тази усмирителна акция à la Galliffé е достатъчна за да може всеки безпристрастен наблюдател да се произнесе вжрху дейността на авторите й — правителството на кжржавите професори и генерали.

Що се отнася пжж до опита да представи „кжрвавия конфликт между двете крила на македонската революционна организация“, като дело на комунистите, г. бжлг. пжлномошния министр трябва да знае, че *ние, македонските общественици, знаем кой е виновника за избиването през септемврий м. г. на неколко стотин души добри революционери и общественици. Заявили сме го и пак го заявяваме: виновник на тая кжрвава трагедия, която се разигра в София, Пловдив, Горна Джумая, Петрич, Неврокоп и Мехомия — това е противонародното правителство на Цанков и неговия верен помощник, палача генерал Протогеров. В това г. Недков скоро ще има възможност да се убеди от данните, които ние ще изнесем пред обществото по това клане.*

По-нататжк, в своето интервю г. бжлг. пжлномошен министжр вжв Виена се опитва да даде една благоприятна картина за сегашното положение на Бжлгария.

Той говори: „На едната страна е Цанков, опиращ се на едно здраво болшинство, който се мжчи да омиротвори страната и я насочи в пжтя на прогреса; на тая страна ние виждаме борба за демокрация, лична свобода и гаранция за народни права и свободи; правителството на Цанков, опиращо се на традициите на три обединени демократически партии е предприело разрешаването на всички сжществени стопански и политически проблеми. Така, вжстаниевна конституцията, честно управление сжздадено, престожи на правосждието е вжжстановен и пр.“

Верно ли е това, което г. бжлгарския пжлномошен министр сжобщава?

Какво е истинското положение?

Конституцията, нейните най-сжществени постановления сж потжпкани. Лична свобода, свобода на печата, свобода на сжбранията, свобода на сдруженията — най-елементарните конституционни права и свободи не сжществуват в царството на диктаторите. Замржкнеш, но не знаеш дали ще осжмнеш — ето това е личната свобода. Никаква свобода на печата нема. Не само че сжществува предварителна цензура за двата трудови легални вестници, които се издават в София, (тия вестници сж спрени вече от правителството на г. Цанков. Б. Ред.) но и всеки ден, след прегле-

ждането им от цензурата при обществената безопасност, тия вестници се спират, се конфискуват и редакторите им, без никакви законни причини, се арестуват и интернират. Свобода на събранията няма в тая страна. От една и половина година насам работниците и селяните, съчувственици на земеделския съюз и бившата комунистическа партия, не могат да устроят нито едно политическо събрание.

За свобода на сдруженията и дума не може да става. Комунистическата партия е вжн от законите. Образованата независима работническа партия бе разтурена. Даже образованото на чисто професионални организации на работничеството не се позволяват.

Ето характеристиката за положението в България, според в-к „Народ“ от 5 февруарий 1925 г.:

„Днес нашата страна марширува под командата на генералите от Демократическия съговор и парадират из друмища, които се осветляват от интересите на банкерския и спекулантски капитал...

„Подир благите приказки за „ред и законност“ *вжрват насилията и изнудванията над народната сжвест*“. Това пише централния орган на партията на социалистите реформисти, която участвуваше след 9 юни в управлението на сегашното правителство и която *сега* води усилен борба против привжржениците на единния фронт на работници, селяни и занйтчи — комунисти и земеделци.

Кога други пжт в тая страна спекуланти и банкери са се чувствували толкова свободни в своите действия както сега? Кога, при кое управление, депутати спекуланти сж използвали властта за да печелят милиони левове на гжрба на изгладнелия бжлгарски народ, както това се вжрши при днешната бжлгарска власт?

Затворите сж препжлнени с млади и стари, мжже и жени. Техния брой е над 1.000 души. Арестувани са ученици от гимназиите и други младежи в Варна — един от тех, Даверов, е бил „отровен“ от другарите му — в Шумен, кждето те сж пребити от бой, Плевен, Самоков, Ст. Загора, София, Пловдив и кой знае още в кои затвори на „щастливата“ Бжлгария.

„Честно управление“ било сжздадено, „престижа на правосждието“ бил ржзстановен, заявява г. бжлг. пжлномошен министър.

Ние не ще разглеждаме тук работите на това управление и правосждие, когато се избиха 16.000 души, без сжд, без присжда, когато се изваждаха арестувани от затворите депутати, адвокати, лекари, инженери, работници, селяни учители и се извиваха от официални и неофициални хора на правителството, когато се обесиха всред площада в Г. Джумая 4 души интелегенти, защото всички тия работи са достатъчно известни на чуждото обществено мнение. Ще приведем случаи от сжвсем пресна дата.

През м. септември м. г. се избиха няколко стотин души македонски обществени деятели и революционери в Петричкия окржг, Македония под бжлгарска власт, в София и Пловдив. Убийците са известни. Техните имена могат всеко време да се посочат. Властта ги знае. Какво направи „честното Цанково управление и правосждие“, за да накаже виновниците на тая касапница?

Иска ли г. бжлгарския пжлномошен министър да знае имената на авторите, убийците на тия общественици и революционери? *Ние сме на негово разположение. Ние можем публично да ги назовем.*

В Самоков беше убит, по сред улицата, бившият кмет на града, Дашин, комунист. Убийцата „избегал“ от затвора, защото е... от правителствената среда.

В Бургаз, общественика и адвокат Д-р Ив. Патев, в изпълнение на своя човешки и професионален длжг, както се изразява в „Радикал“, се явил пред окр. сжд в тоя град, за да защитава обвинявания по вжзстанието през септември 1923 г. комунистическия народен представител Д-р Н. Максимов. Сжда единодушно оправдал обвиняемия. За тая своя постжпка — да защитава, като адвокат, един комунист, е била хвжрлена в дома му бомба, целяща да разруши жилището му и да го убие. Вжрху фасадата на кжщата е било написано: Сжрт на предателя Патев (в „Радикал“ от 13. II. 1925). Нека забележим, че г. Патев е от буржуазните партии: той е член на радикалната партия.

Авторите на агентата не са открити, защото те са... от правителствената среда.

В Плевен длжгогодишни и известни адвокати, след защитата по едно дело, са били арестувани от хората на обществената безопасност.

Виновниците, не са наказани, защото са... на правителствена служба.

В Лом, защитниците по едно дело по закона за защита на джржавата, Д-р Дюгмеджиев, Д-р Н. Меворах, Ал.

Атанасов и П. Койчев, на тржгване за София са били нападнати от вжоржжени хора, които са им нанесли побой и ги малтретирани; там е бил *детектива* (правителствен полицейски чиновник), който през целото прибиване на адвокатите в Лом, неотлжчно ги е следил. Виновниците, разбира се, не са издирени, защото те са... правителствени чиновници.

На 11 февруарий един правителствен чиновник-детектив е взел от един дюкян в *София*, по сред бел ден, чиновника при едно застрахователно дружество, члена от настоятелството на местната организация на бившата комунистическа партия, предания на работническото дело Вжлчо Иванов, по занятие учител, и го отвел... неизвестно кжде. Вечерта, жена му го потжрсила в 8 полицейски участжк (при арестуването му, тжй сжобщил на един свой родственик, който е бил с него, кжде да го тжрсят, ако не се вжрне в кжщи), за да узнае какво става с мжжа й, от кждето, обаче, й отговорили, че такжво лице не се намира в участжка. Сжщата вечер, В. Иванов, след като е бил *одушен*, е бил изведен с автомобил и телото му хвжрлено на една от Софийските улици. Убийците са оставили и следната бележка: „иди при прокурора Димчев“. (Прави се алузия за убийтия прокурор при Софийския окр. сжд, за чието убийство и г. Недков с вжзмушение говори своето интервю).

Вжзмущението на целия неправителствен печат от това подло убийство е големо; печата на безпартийните комунисти, на земеделците, социалистите реформисти, радикалите, демократите, а и обикновения информационен печат е потресен от това злодеяние.

„Сега живеем, пише информационния безпартиен вестник „Ек“ от 13 февруарий т. г., в 15 столетие, в епохата на Боржките. Замржкнеш, но не знаеш дали ще осжмнеш. София, столицата на бжлгарското царство, джржи рекорд по политически убийства. Едно чувство на *самосжхранение* трябва да накара сжзнателните граждани да се опжчат против тия чудовищни злодеяния.“

За характеристиката на „честното управление и правосждие“ на г. Цанкова, нека приведем още свидетелството на в. „Народ“ (броя от 12 февруарий т. г.):

„Всички политически среди, кои по-вече, кои по-малко, признават, че у нас, в Бжлгария, има много нещо гнило... Има ли нужда да хроникираме мжченията, вжршени над невинни граждани из Пирдопските участжци или трябва да се премжлчава убийството в с. Г. Конаре (Пловдивска околия), кждето убийците са облечени в полицейска униформа? *Не десетки — стотици са фактите, които рисуват днешното управление противонародно и насилническо...*“

Да, фактите изобилствуват за страшната напаст, която е сполетела бжлгарската земя. Времето на кжрджалиите и дребените, времената на черните турски золуми се вжржат в Бжлгария. Бжлгарския народ изнемогва под една от най-страшните тирании. През последния месец само се извжршиха 40 политически убийства в 4 1/2 милионната Бжлгария. Где в света може да остане на власт едно правителство, което не иска, а, в известни случаи, не е в сжстояние, да гарантира живота на гражданите в страната!

Тук ще споменем още за убийството на двама депутати — единия, принадлежащ на правителствената партия, другия — на комунистическата парламентарна група.

Убит бе Н. Милев, журналист и депутат от Демократическия съговор. Целия правителствен и буржуазен опозиционен печат оплака ранната смжрт на Милева. Работническият печат неудобри това убийство, макар и Милев да беше един от ревностните защитници на методите за избиване на работниците и селените, които са в единния фронт против Цанков.

Правителството, обаче, недовошно от постигнатите до сега резултати от неговите кжрвави методи на управление, великолепно използва убийството на верния си сжтрудник за да засили своя варварски режим.

Недовошно, че то уби народния трибун Т. Страшимиров, недовошно че остави да се „самообеси“ в затвора жената на архитект Гичев, недовошно че открива нови „конспирации“, жертви на които ще бждат много приятели на народа, още кржвта на Милева не засжхнала, то реши да внесе законопроект в парламента за засилване на изключителния закон против комунисти и земеделци! (С гласовете на правителствената партия и нац. либералите тоя закон е вече приет от събраниято. Б. Р.)

Няколко думи и за убийството на Страшимирова. Две мнения, няма чие дело е то. Ако в Бжлгария печата не може открито да посочи авторите на убийството, ние тук, в чужбина, ще ги посочим. То е дело на правителствената терористическа централа, която има своето седалище в хотел Панах (София). Защо убиха Т. Страшимирова? — Защото

беше един искрен и честен борец за правата на трудящите се работни маси и смел изобличител на правителствената диктатура.

Страшимиров бе, който депозира в народното събрание питане по Горно Джумайската касапница (писмен отговор на това питане даде вестника на вжрховистката организация на Цанков „Свобода или смърт“); той депозира питане по интернирането на редакторите на в. „Наши дни“; най-сетне и той подписа питането за зверското и подло убийство на работническия водител В. Иванов. Може ли правителствената банда да му прости това? Той щеше да бъде убит, както беха убити депутатите Петко Петков и Димо Х. Димов. Убийството на Милев даде само повод за да се изпълни решението на ексекютивния комитет по-скоро. Още когато се появи отговора на неговото питане във в. „Свобода или смърт“, ние си казахме — реда е на Страшимирова. И го убиха!

(Край следва)

Д. Влахов

Правителство, което избива своите граждани

Телеграфа носи всеки ден по-зловещи сведения из царството на бжлгарските диктатори. Всеки ден се убиват в столицата и в провинцията бжлгарски граждани от органите на властта или при техно съдействие. След убийството на комунистическия депутат Т. Страшимиров, чиито убийци още не са заловени, веста за убийството на още един защитник на работния народ, депутата Хар. Стоянов, се разнесе из света. Убийцата тоя път, при съдействие на гражданството, е бил заловен. И правителствената телеграфна агенция бърза да оповести това: убиеца се наричал Развигоров и бил македонец.

Това съобщение на правителството дава осветление и за убийството на депутата Т. Страшимиров. То хвърля светлина върху ролята на правителството Цанков в убийствата на свои противници.

Кой е Развигоров?

— Един от най-преданите сътрудници на Ал. Протогеров и Ив. Михайлов, когато общия революционен конгрес на македонската революционна организация избрал единодушно за заместник на убития шеф (Т. Ал.) на организацията, както обяснява специалния кореспондент на в. *Le Matin*. Развигоров, убийца на Х. Стоянов, това означава, че убийството на комунистическия депутат е дело на вжрховистката македонска организация.

Правителството на Цанков, като не е дало възможност на убийцата да „избега“ от затвора, е искало да смене от себе си всека отговорност за това злодеяние. И това е обяснимо. Г. Калфов сега е в Женева. Той заседава в обществото на народите. Той чувства нужда да представи пред факторите на западно-европейския империализъм, че сегашното бжлгарско правителство е не само господар на положението, но и залавя престъпниците, каквито и да сж те. Това чувство на pewno е ржководило и министра на правосъдието, когато, по случай убийството на депутата Стоянов, е заклеил авторите на политическите убийства, *от която страна и да изхождали те*.

Вжпроса не е там. Залавянето на убийцата на Стоянов — известно е, че той е бил заловен случайно, доказва ли, че правителството на Цанков не е организатор или поне съучастник и в това убийство? Ние ще се постарам да обясним, че то, правителството на Цанков, е преко отговорно в убийството на Стоянов и на Страшимиров.

Убийството на двамата комунистически депутати има политически характер.

По това спор нема.

Македонци от лагера на Ив. Михайлов и генерал Протогеров, са убийците на Стоянов и Страшимиров. Развигоровци, които са участвували до сега в ред такива „акции“, са вжршили това като изплнителни на решенията на герористическия комитет на македонската вжрховистка организация, при пжлно разбирателство с правителството на Цанков.

* * *

Какви са отношенията на правителството към тия убийства, т. е. към убийства, които се извършват от македонската вжрховистка организация?

Ако правителството не е замесено в тех, то не само би могло да ги предотврати, но и би могло веднага да пресече корените на тая престъпна банда от убийци, чийто център е в София. То знае кои сж ржководителите на бандата. Повечето от тех са правителствени чиновници. То може да ги залови и примерно накаже. Ние ги посочихме тук, на това място.

Но правителството не посега върху тех. Напротив, то се хвали с техните дела. Г. Калфов заяви на кореспондента на сръбския в-к „Политика“: „През септември 1924 г. Москва (?) организира еднофронтовците, за да предизвика безредици в Бжлгария, и да запали искрата на революцията и във всички останали балкански народи. Бжлгарската власт успе да осуети този большевишки план и с това тя спаси не само Бжлгария, нещо повече, тя защити реда и мира във всички балкански земи“. (В-к „Политика“ от 2. III. т. г.).

И така, министра на външните работи на правителството Цанков признава, че бжлгарското правителство е извършило избиването на македонски революционери и общественици през м. септември м. г. в София, Пловдив, Г. Джумая и другите места в Петричкия окръг. (Македония под бжлгарска власт.)

От своя страна, македонската вжрховистка организация на генерал Протогеров и Ив. Михайлов заяви открито, било чрез вестниците на г. Цанков в София, било в публикуваната, пак в столицата на Бжлгария, книга „Заговора против Т. Александров“ — тази книга свободно се продава и разпространява в Софийските книжарници и тютюневите будки — че убиването на Д. Х. Димов, Чуд. Кантарджиев, Алеко Василев и стотина други революционери е техно дело. Нещо повече, тя се гордее с това.

Нека бжлгарското правителство и бандата на Протогеров се надпреварват всеки да преписва на себе си тая „заслуга“. За нас установен факт беше, че тия убийства беха дело на Протогеров и на Цанков.

Сега, обаче, този факт се потвърждава от един виден член на кабинета Цанков — г. Калфовъ.

С залавянето на убийцата Развигоров се установява, че както убийството на Стоянов, така и това на Страшимиров е дело на сжщата банда. Цанков и Протогеров, това са едно и сжщо нещо. Само че работата на това сждружие е разпределена.

Бандата на Протогеров действа, когато се касае да се обезглави некой македонец или некой бжлгарски гражданин, като той се прояви в печата или парламента против фашистката диктатура, упражнявана над бжлгарския работен народ, в свръзка с техните злодеяния.

Такъв е случая с убийството на двамата комунистически депутати. Тия смели народни трибуни, преди повече от два месеци, интерпелираха правителството по Г. Джумайското клане през м. септември 1924 г.

Македонската вжрховистка организация чрез своя в-к „Свобода или Смърт“ посочи своевременно на министър Русев, наречен кървавия генерал, как да отговори на интерпелаторите.

Отговора си Страшимиров получи: на 17 февруарий т. г., в една от най-многолюдните улици, той бе убит.

Като човек „коректен“, министър Русев длжеше отговор на разните интерпелации, отправени до правителството по политическите убийства. И той отговори. Героя от Добро поле заяви на комунистическия депутат Тарашманов в Народното събрание: „Ние не ще се спрем пред никакви мерки, за да ви смачкаме главата. Тя ще бъде смачкана.“ („La Bulgarie“, 23. II. 1925).

И наистина, г. Русев смачка една от главите на „комунистическата опасност“. Той заповеда на своите подведомствени офицери, Протогеров и Михайлов, да изпълнят неговата заповед.

И злодеите, изпълниха заповедта на своя шеф: на 6 март те убиха и депутата Х. Стоянов.

Ето под какъв режим живее бжлгарския народ.

Д. Влахов

Hrvati i Balkanska Federacija

(Dopis iz Zagreba)

Svima onima, koji politički pravilno i zrelo misle, poznata je činjenica da Hrvati nisu zadovoljni sa položajem, u kome se danas nalaze u državi S. H. S., jer se bitnost toga položaja sastoji u potčinjenosti Hrvata hegemoniji vladajuće srpske nacije. Današnje borbe Hrvata imaju za cilj da toj hegemoniji Srba učine, a političko stanje države S. H. S. izmijenu u svoju korist onako, kako to dolikuje jednoj razvijenoj naciji, sposobnoj za slobodan i samostalan privredni, politički i kulturni razvitak i život.

Srbi kao zvanični predstavnici države S. H. S. gledaju u odbrani i otporu Hrvata vjersku mržnju katoličkih Hrvata protiv pravoslavnih Srba i nesposobnost Hrvata da stvore svoju nacionalnu samostalnu zajednicu. Tu „nesposobnost Hrvata“ Srbi bi htjeli da dokažu time što su Hrvati preko osam stotina godina živili pod tuđim ropstvom i služili tuđim političkim i gospodarskim interesima: najprije Mađarima da bi ovi iz prostrane Panonske ravnice doprli na Jadransko more, a kasnije Habsburgovima, da ovi na srednjem Dunavu stvore svoje carstvo pod njemačkom i mađarskom hegemonijom, kojoj su ostali narodi — redom slavenski — služili kao heloti i na taj način onemogućili ekonomsko osnaženje privilegovanih naroda i njihovih političkih i gospodarskih centara.

Protiv tako površnog izlaganja historije hrvatskoga naroda i njegovih borbi za oslobođenje Hrvati najodlučnije protestuju. Zajednica sa Mađarima za vremena dinastije Arpadovića, a kasnije sa Austrijom za vrijeme Habsburgovaca nije bila namjerna i proizvoljna tuđim interesima, kao što to predstavlja hegemonistična vlastodržačka srpska klika, nego je bila logička posljedica historijskoga razvoja i jedna politička nužda, koja je posve razumljiva kad se ima u vidu da su Hrvati u to vrijeme pod politikom smatrali „umjetnost da se u određenome času sa najmanje žrtava spase najviše dobara i postigne što veći uspjeh“. Hrvati se pri tome pozivaju na svoje političke i kulturne historičare i navadaju kako jedini znanstveni autoriteti u njihovoj zemlji — Klajić i Kršnjavi jednodušno ističu da je baš ta zajednica u prošlosti sa ostalim zemljama oko srednjeg Dunava jedan odličan dokaz zdravog političkog shvaćanja i državničke odgovornosti Hrvata, da time sebi i svojoj zemlji osiguraju vezu sa zapadnim svijetom i upravo time spriječe da njihov narod ne bude na onome niskome kulturnome stepenu, na kojemu se sada u svojoj većini nalaze ostali balkanski narodi.

Na sva pozivanja službenih krugova, političkih ličnosti i raznih partija u državi S. H. S. Hrvati ne dadoše dosada jasnoga odgovora šta žele i kako oni zamišljaju uređenje te države. *Mnogobrojni predlozi hrvatskih stranaka o uređenju državne zajednice Srba i Hrvata* i mnogobrojni projekti za ustav jedne takve države *pokazuju samo veliku skalu niansa od autonomija samoupravnih organa, historijskih pokrajina, nacionalnih zajednica pa sve do federacije i konfederacije svih naroda, koji žive danas na području Jugoslavije i cijeloga Balkana.* Neki od Hrvata pristali bi i na „saveznu državu“, a drugi opet predlažu „savez država“ i potpunu samostalnost na „međunarodno priznatom području države S. H. S.“

Zvanični krugovi i vođe vladajućih velikosrpskih stranaka odgovaraju im da su ti predlozi maskirani napadaj na teritorijalnu cjelinu države S. H. S. i da se time Hrvati izjavljuju da neće narodnog a ne priznaju današnjeg državnog jedinstva Jugoslavije.

Međutim najtačnija činjenica je ta da većina Hrvata želi potpunu nacionalnu i državnu samostalnost, ali da njihovim vođim krugovima nije još jasno kakvu će formu i koju će političku liniju imati ta potpuna neovisnost.

Hrvatsko pitanje je dakle otvoreno i očekuje svoje nužno riješenje. Presudni momenti u tome riješenju jesu ekonomski, socijalni, geografski, kulturni i politički interesi hrvatskih širokih narodnih masa, a ne želje neobaveštenih pojedinaca ili interesi ove ili one ekonomski i politički povlašćene grude. Historijski razvoj Hrvata, evolucija njihove političke svesti i interesi mnogobrojnih seljačkih i radničkih masa nameću hrvatskome pitanju jedno radikalno i pravilno riješenje, koje u svoj program, politiku i taktiku nijesu potpuno, dosljedno i pravilno umijele nijedna od velikih hrvatskih partija, pa čak ni partija Stjepana Radića — Hrvatska Republikanska Seljačka Stranka. Zato su i gornji prijedlozi pojedinih hrvatskih partija o uređenju današnje Jugoslavije ili o uređenju buduće hrvatske države kruži i u većini slučajeva ne odgovaraju potrebama hrvatskoga naroda.

Vidjeli smo kako glavni politički faktor među Hrvatima — odlično organizirana Republikanska Seljačka Stranka i njezin vođa Stjepan Radić — napušta svoju taktiku parlamentarne apstinencije i kako nakon šest godina odlazi u Beograd u Parlament Dinastije Karađorđevića i diktatora Pašića ne bi li tamo postigao ostvarenje svoga programa i težnja hrvatskoga naroda. Čujemo da se Radićeva Republikanska Stranka pomiruje sa

monarhijom „engleskog tipa“ na Balkanu. Režimska velikosrpska štampa javlja sa ushićenjem i radošću da se parlamentarni predstavnici Radićeve stranke u ime hrvatskoga seljačkoga naroda odriču njegova republikanstva i Seljačke Internacionale, a da se zadovoljavaju maglovitim obećanjima i sporazumom sa velikosrpskim monarhističkim i krupnokapitalističkim političarima Ljubom Davidovićem i Vojom Marinkovićem, koji lisičijim manirima obećavaju hrvatskome narodu pokrajinske samouprave i druge slične „povoljne“ reforme samo pod uslovom da se odrekne boljševizma, a zagrlji i poljubi krunu Karađorđevića.

U koliko su ta odricanja postala najnoviji program Radićeve Seljačke Partije u toliko su ona zalosna i kapitulacija pred monarhističkom, militarističkim i imperijalističkim klikama Beograda. Ako su pak ona taktičke prirode onda je ta taktika kriva, protivonarodna i protivorevolucionarna. Poštovani i komodni vođe hrvatskoga seljačkoga naroda prepali su se zatvora i žrtava, bez kojih je borba i pobjeda hrvatskoga naroda nemoguća. Svojim „izmirenjem sa monarhijom“, „odricanjem od republikanstva“, „istupom iz Seljačke Internacionale“ i t. d. — vođe hrvatskoga seljačkoga naroda pokazuju da su skloni svakom kompromisu, a to znači, u današnjoj političkoj situaciji na Balkanu, svakoj kapitulaciji pred protivseljačkim klikama. Vodstvo Hrvatske Republikanske Seljačke Stranke skreće u desno bacajući se u naručja špekulantskim političarima „Hrvatske Zajednice“, koja je za ljubav trgovine, gešefta i profita oduvek sklona ka pogodbi sebi bliskim varoškim partijama velikosrpskim. Svoj seljački revolucionarni stav vodstvo Radićeve partije prepušta da ga vodi političar zajednice hrvatskih kapitalističkih zajedničara, Ante Trumbić, koji je u svojoj prošlosti toliko puta kapitulirao u svojstvu ministra i političara pred Pašićem, koji mu je upravo bio desna ruka za vrijeme svjetskoga rata pri ostvarenju Velike Srbije. Svojom najnovijom taktikom vodstvo Radićeve seljačke stranke daje uvjerenje velikosrpskim režimskim vlastodržcima da su nasilje, kundak, čizma i zatvori dobra metoda vladavine u njihovoj represaliji borbe potlačenih nacija i naroda. Tim načinom ono pokazuje okorelome imperijasti Pašiću da on „sve zna i sve može“. Vodstvo Hrvatske Republikanske Radićeve Stranke ima da izađe pred narod u pravoj boji i sa otvorenim kartama, ako ne želi da u ovoj teškoj, pravilnoj i revolucionarnoj oslobodilačkoj borbi hrvatskih seljaka i radnika odigra srmanu, čak i izdajničku ulogu.

Zapadnoevropski konservativci gledaju na sve „dogadaje“ u jugoristoku Evrope kroz prizmu svojih interesa. Često se sa njihove strane čuju čak i glasovi kako su ugovori o miru pretnaglo i nepromišljeno rasparčali ogromno jedinstveno gospodarsko i finansisko područje u Srednjoj Evropi, te da šest nastalih novih država nijesu dovoljno pristupačne plasiranju inozemnoga kapitala, jer u svakoj novonastaloj državi vlada basnoslovno raspikućstvo na održavanje vojničkoga i upravnoga aparata, kraljeva i prijesdnika, koji u svome kraljevskom ili predsjedničkom dostojanstvu i visini civilne liste neće da zaostanu za državnim poglavicama Engleske i Francuske. Neki od zapadnoevropskih listova i političara naglašuju čak da bi trebalo revidirati i mirovne ugovore i opet bilo u ma kakvoj formi, gospodarski i finansiski oživiti zajednicu zemalja na srednjem Dunavu. Takva zajednički uređena srednja Evropa stajala po njihovome mišljenju pod zaštitom francuske vojske, naoružane topovima iz Schneider-Creusotovih fabrika, a pod finansiskom kontrolom londonske City i direktivama engleske državne banke. Razumljivo je što u Hrvatskoj ima mnogo ljudi, koji simpatično očekuju čas kad će zapadni kapital početi sprovađati obnovu Srednje Evrope. Svi konservativni hrvatski krugovi tvrdo vjeruju da će tada nastupiti odlučni preokret u političkome položaju Hrvata, koji bi se u takvom slučaju ponovno i definitivno orijentirali prema Srednjoj Evropi, a ne prema Balkanu. Takvo riješenje hrvatskoga pitanja brane konservativni i klerikalni krugovi u Hrvatskoj, te gospodarska i bankarska preduzeća, koja su ovisna od stranih poduzeća i stranog kapitala. O njemu valja povesti računa, jer ono u sebi krije mnogo političkih posljedica.

Protivno tim konservativnim, klerikalnim i kapitalističkim elementima u Hrvatskoj stoje mnogi mladi politički elementi i mnogi muni radnici, koji simpatično prate i zalažu se za pokret „Balkanske Federacije“ nastojeći da za ovu što više zadobiju široke slojeve hrvatskoga naroda. Oni uspješno dokazuju da ekonomski i kulturni interesi Hrvata zahtjevaju njihovu orijentaciju prema balkanskoj federaciji, a geografski i socijalni položaj Hrvata omogućuje takvo rešenje trajnim, jer je ono jedino u stanju zadovoljiti svima potrebama Hrvata.

Osim tih dviju političkih koncepcija za rješenje hrvatskoga pitanja mnogo se diskutira i o druge dvije koncepcije, koje također pretenduju da Hrvate zadovolje i izvedu iz ovoga nesnosnoga položaja. Jedna od njih je deviza, koja je dosta maskirano postavila Hrvatska Republikanska Seljačka Stranka, i koja teži za ostvarenjem suverene i neovisne Hrvatske. Takva Hrvatska imala bi biti pacifistična i humana, pod zaštitven „savjesti i humanosti“ svijeta a uz pripomoć zapadnoevropske demokracije i Saveza Naroda.

Za tu tezu nisu mnogo zagrijani hrvatski kapitalisti i finansieri. Oni hoće da legalnom politikom, borbom ili ma kakvim kompromisom sa jednom od jačih srpskih građanskih stranaka dođu do stabilizacije političkih prilika u Jugoslaviji, uvjeravajući pri tome da jedino mogući put da Hrvati dođu do pozitivnih rezultata je put sporazuma sa Srbima. Oni se svim silama zalažu da pridobiju široke slojeve naroda da ovi radi ekonomskih i finansijskih povlastica, koje režim stavlja u izgled Hrvatima, priznaju glavne uvjete režima: monarhistički oblik države i centralistički ustav. Oni smatraju da će se samo tako omogućiti industrijalna i finansijska ekspanzija Hrvata, u kojoj hrvatski kapitalisti gledaju glavnu ulogu i misiju Hrvata u novoj državi S. H. S.

Da bi svoju eksploatatorsku misao potkrepili političari zajednice hrvatskih kapitalista služe se argumentima još i ovakove vrste: Hrvati se još nisu umirili i otriježnili od poslijeratne psihoze, nisu se još odvukli nacionalne sentimentalnosti i savremene mržnje i zavisti i što je najglavnije, Hrvati nisu još u stanju da vode samostalnu i nezavisnu državu, koju nemaju još od propasti hrvatske narodne dinastije iz 1102 god. Ali žitavost Hrvata, radna sprema, viši kulturni stepen, solidna industrijska poduzeća, savršeno uređeno bankarstvo, koje na novčanim tržištima uživa dobar glas i kredit — sva ta svojstva po misljenju hrvatskih kapitalističkih krugova i povlašćene birokratije imperativno nalažu Hrvatima da se okanu borbe za nacionalnu i državnu samostalnost i da prihvate kompromisu rešenja države S. H. S., koje oni predlažu i koje je povoljno sredstvo da ekonomski i finansijski Hrvati osvoje Jugoslaviju.

I posleduje „sporazum naroda i seljačke demokratije“, koji su zaključile srpske današnjem P. P. režimu opozicione partije sa ostalim opozicionim partijama svih potlačenih nacija u Jugoslaviji, a u koje je sporazumu glavni stup Radićeva Republikanska Seljačka Stranka, ide potpuno u prilog tezi hrvatskih kapitalista u pogledu rešavanja hrvatskog nacionalnoga problema. Vodstvo Radićeve partije i ovoga puta poklonilo se

pred interesima hrvatske plutokratije, ali na žalost i pred interesima velikosrpskog imperijalizma i militarizma.

Međutim riješenje čitavog hrvatskog nacionalnog i socijalnog problema ne ovisi samo od bankarskih i industrijskih kapitalističkih grupa u Jugoslaviji. Ono u većoj mjeri ovisi od političke linije i borbi samih hrvatskih seljačkih i radničkih masa u zajednici sa borbama ostalih naroda Jugoslavije i Balkana. Socijalni i kulturni, ekonomski i geografski faktori nameću sasvim drugačije riješenje nacionalnih i socijalnih problema na Balkanu nego što su ona riješenja, koja donosi „blok narodnog sporazuma i seljačke demokratije“ u Jugoslaviji, a koji blok u stvari nije ništa drugo do zajednički pokušaj kapitalističkih grupa vladajuće i potlačenih nacija, da ometu pravilno rešenje tih problema. Taj blok sporazuma kapitalističkih grupa za varanje seljačke demokratije sposoban je samo toliko da riješenje životnih problema raznih naroda i nacija u Jugoslaviji odugovlači i odgađa i pored kapitulacije vodstva Radićeve stranke.

Četiri dakle koncepcije rešenja hrvatskoga pitanja su ove:

1. Slobodna i neovisna Hrvatska.
2. Kompromisno riješenje i nagodba sa srbima u okviru danasnje države S. H. S.
3. Dunavska Federacija, i
4. Balkanska Federacija.

Mi ćemo pretresti te četiri koncepcije i iznijeti za i protiv svake od njih. Prve dvije su u hrvatskom javnom mišljenju najraširenije, dok treća a naročito četvrta koncepcija stiže u poslednje vrijeme sve više pristalica i postaje borbenom parolom hrvatskih seljačkih i radničkih masa i najopasnijem oružjem protiv beogradskih imperijalista. Na koncu ćemo se opširnije osvrnuti na pokret za Balkansku Federaciju, koja je jedina u stanju zadovoljiti sveopće interese hrvatskoga naroda. No to će biti predmet naših budućih članaka.

(Nastavak* sljedeći)

H. Dalmata

Избори у Црној Гори

(Писмо из Подгорице)

Владавина безакоња и реакције нама овдје није нова. Ми је носимо од новембра 1918., када је насиљем и фалсифицирањем народне воље потиштена наша политичка слобода. Од тог дана, па до данас код нас влада само насиље, батине и корупција. Жандарм и жандармска метода су прва и последња инстанца овог крвавог режима, који је крвљу започео дјело „националног уједињења“.

Ко од крви живи у њој ће се угушити.

У европској штампи било је доста писано о П.-К.-П. изборима у С. Х. С.-држави, али изузев Лондонског „Times“-а, нико се није ни површно осврнуо на резултат избора у Црној Гори. Ипак је резултат ових избора врло важан за расуђивање прилика и народног расположења у нашој земљи. Ја ћу дакле читаоцима „Балк. Федерације“ изнијети неколико података, који ће их упознати са правим стањем ствари. Претходно неколико ријечи о београдској изборној геометрији у Црној Гори. Године 1920., када је црногорско питање било актуелно пред Конференцијом Мира у Паризу, и када се је у Београду, нарочито ради држања Председника Вилсона, држало да ће Црна Гора морати бити рестаурирана, самоизабрано Народно Представништво С. Х. С.-државе донијело је закон о изборима за такозвану Уставотворну Скупштину. Тим законом Црна Гора је смањена у оне границе, које је имала прије Балканског рата. Ако у Црној Гори — говорило се је онда у Београду — мора доћи до плебизита и следствено томе до рестаурације, онда ето им стара Црна Гора са 200.000 становника, која је као таква неспособна за живот. Тако ограничена Црна Гора добила је право на 10 мандата.

Новембарски избори 1920. год., били су крвави избори, а њихов резултат је: 4 комунисте, 2 републиканаца и 4 радикала-демократа. — Краљевска Конституанта С. Х. С.-државе, — ја кажем краљевска, јер је то једина Конституанта у политичкој историји, која је претходно морала положити заклетву краљу Србије, — послје изгласаног Устава претворена је у редовну Народну Скупштину. Та Народна Скупштина донијела је и нови изборни закон, којим су проводени избори 1923. год. Тим изборним законом смањен је број народних посланика са 419 на 313. Црна Гора према том закону има право на 7 мандата.

Резултат избора 1923. био је следећи: 3 радикала, 2 демократа и 2 федералиста. Комунистичка листа на овим изборима није могла бити постављена, исто као што ни 1920. федералисте нијесу могли имати своје листе. Београд нека се не весели „исчезнућем“ комуниста, јер црногорска борба нема странака. Ми сви сложено и у првом реду тражимо нашу земљу и слободу, које су нам Београд и Савезници насиљем и интригом привремено отели.

Фебруарски избори дали су у Црној Гори овај резултат: 3 федералисте, 2 радикала и 2 демократа-Давидовићевца. Успјех федералиста је очевидан, а пораз П.-К.-П.-режима и сувише јасан, да би га требало у детаљима анализирати. Од 7 мандата у Црној Гори добиле су опозиционе странке 5, а владине 2 мандата.

Значи ли овај резултат, да су се избори код нас извршили, нећу рећи у слободи, него у релативној слободи? Не! Апсолутно не! Једна је утврђена чињеница, да је проценат гласача на овим изборима био у свим крајевима Државе преко сваког очекивања и у порасту. А у Црној Гори? Нека говори статистика: Од 48.787 бирача гласало је овога пута 28.678, а прошлих избора 32.544. Дакле за једну осмину мање! Ко није изашао на биралиште? Ко није могао, а то су око 5000, и словом нећу хиљада, које је режим ових избора похапсио и оних, који су застрашени терором и батином, остали кући.

Да, да, батином. Ево вам за то несумњиве потврде. Доктор Нико Бошков Мартиновић, никшићски лекар, био је, као члан радикалне странке и особа од повјерења, одређен за чувар радикалске кутије министру финансија Стојадновићу. Ради испада и безакоња, извршених против безброј грађана, Др. Мартиновић је одрекао да буде чувар кутије са мотивацијом: „да не може бити чувар кутије људима, који желе да помоћу батина добију народно повјерење“. Чекамо, да ли ће београдски дописник „Times“-а, ако не ревидирати своје мишљење, а оно бар свој лист извјестити о овом карактеристичном инциденту, који сам довољно квалификује изборе у Црној Гори.

Резултат избора у Црној Гори говори јасно, да ни жандари ни динари, ни батине ни корупција не могу угушити незадовољство са режимом безакоња, корупције и самовоље. „Ове горе не трпе реголе“.

Б. Вуковић